

VOYAGEURS EN PALESTINE



**Journal du voyage d'étude du
2 au 11 Septembre 2015**



Chrétien de la
Méditerranée
Le réseau citoyen des acteurs de paix



PAX CHRISTI
FRANCE

AVERTISSEMENT

VOYAGEURS EN PALESTINE relate le voyage d'étude de **Chrétiens de la Méditerranée** réalisé en partenariat avec **Pax Christi France** du 2 au 11 septembre 2015.

Ce compte rendu fédère les notes de voyage de plusieurs participants. Y ont contribué principalement : Catherine Billet, Fred Lucas, Xavier Godard, Mgr Albert Rouet, Jean-Claude Petit et Jean-Guy Greislamer.

Il comprend essentiellement des retranscriptions de ce que nous avons entendu de la part des différents interlocuteurs rencontrés. Il comprend également des observations diverses inspirées par les visites effectuées.

Ces retranscriptions d'exposés n'ont pas été soumises pour correction à leurs auteurs, de sorte que la responsabilité d'éventuelles erreurs revient aux rédacteurs de ce compte-rendu.

L'esprit qui anime la rédaction de ce rapport est celui d'un témoignage par des participants qui ont bien conscience qu'ils n'ont vu qu'une partie d'une réalité très complexe mais, même partiels, ces éléments méritent d'être connus pour pouvoir avancer vers une paix durable en Palestine.

Crédit photos : Claude et Annick Mandil

Mise en forme du journal : Xavier Godard

Chrétiens de la Méditerranée : <http://www.chretiensdelamediterranee.com/>

Pax Christi : <http://www.paxchristi.cef.fr/v2/>

Mercredi 2 Septembre 2015

Arrivée en Palestine à Ramallah

Rencontre avec un responsable du FATAH

Arrivée en Palestine à Ramallah

Après une matinée de voyage au départ de Roissy via Zurich (certains étaient partis la veille de leur ville de province), le groupe arrive à l'aéroport David Ben Gourion à Tel Aviv. Le contrôle, sans difficulté particulière pour presque tous, est plus ardu pour l'une des participantes dont le nom paraît d'origine maghrébine : elle est interrogée pendant près d'une heure sur ses motivations à l'entrée.

Le groupe fait connaissance avec Mme Diana Safieh, responsable de l'agence de voyage partenaire de l'agence Grandet Tours. Ces deux agences ont fait preuve d'une efficacité et d'une attention remarquables dans l'organisation du voyage, ainsi que Nora Carmi, notre accompagnatrice tellement éclairante sur la situation actuelle à partir de références théologiques, et Omar, le chauffeur de notre bus.

Le trajet pour rejoindre en car Ramallah, première destination, permet de commencer à visualiser les réalités palestiniennes :

- Aridité générale du sol : paysage de collines rocheuses, sur lesquelles poussent de façon plus ou moins dense des oliviers,
- Densité de la population et des constructions,
- Le mur, qui sépare les territoires israélien et palestinien,
- La prison israélienne d'Ofer, dans laquelle des jeunes palestiniens de 12 à 16 ans sont internés. Actuellement, environ 5 000 prisonniers palestiniens sont détenus dans les prisons israéliennes, dont 27 femmes et des enfants de 8 ans. Il faut dire que lancer une pierre sur les forces israéliennes en Palestine peut valoir à un jeune d'être détenu administrativement, ou même d'être tué par les forces de l'ordre qui ont maintenant ce droit.

Article 51 de la Charte des Nations Unies

Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par des Membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.



Au passage de notre premier check point, à Betsira, nous serons retenus près de 40 minutes avant de pouvoir passer - que d'ailleurs les Palestiniens de retour de leur travail en Israël ne peuvent franchir qu'à pied – à cause d'un embouteillage important organisé par l'armée israélienne qui le contrôle (mais ce sera presque le seul check point contraignant durant tout notre séjour : on nous expliquera que les moyens de contrôle de l'armée israélienne sont tels que ces check points ne sont plus nécessaires, sauf en cas de forte tension).

A la sortie du check point, la circulation est également chaotique et bloquée. On attend encore 15 à 20 minutes pour se dégager d'une voirie défectueuse, avec des véhicules qui tentent de passer sur des voies à contre sens... On comprendra plus tard que les Palestiniens n'ont pas la maîtrise des aménagements de voirie, toujours soumis à autorisation, ce qui peut expliquer ce désordre...



Nous arrivons un peu plus tard dans la zone résidentielle de Ramallah. Nous découvrons la forte densité de belles constructions en pierre blanche, souvent inoccupées ou encore en chantier, et également la zone des ministères. Le financement de telles constructions est pour nous source d'interrogations. Nous logeons à l'hôtel Grand Park, un bel hôtel spacieux, situé sur les hauteurs d'où nous bénéficions d'une large vue sur la ville. Nous avons apprécié son confort et sa nourriture fine et variée.

Rencontre du Dr Nabil Shaat

Le Dr Nabil Shaat est un ancien ministre des affaires étrangères de Palestine et actuel membre du comité central du FATAH, en charge des relations internationales



Le Dr Shaat a toujours entretenu de très bonnes relations avec la France, et en particulier des relations d'amitié avec Claude Cheysson et Hubert Védrières. Il a participé récemment à une réunion du PS à Poitiers. Il était présent à Washington le 13 Septembre 1993 lors de la signature par Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, en présence de Bill Clinton, de la déclaration de principe lançant le processus de négociation des accords d'Oslo.

Il considère que la France a un rôle important à jouer dans la résolution du problème palestinien. Il croit qu'une paix juste est possible. Il pensait dans les années 1950/1960 qu'un État unique était possible avec l'égalité pour tous ses citoyens, Israéliens et Palestiniens, chrétiens, musulmans et juifs. Il pense toujours que les différentes religions peuvent coexister pacifiquement, en témoigne la bonne intelligence en Palestine entre musulmans et chrétiens.

Son modèle est Nelson Mandela, un ami très proche, qui avait commencé par la lutte armée pour se tourner en fin de vie vers la non-violence. Le Dr Shaat est partisan de la non-violence comme arme de lutte pour les Palestiniens :

« Pour la recherche d'une solution de paix, il faut, comme pour l'accord avec l'Iran, la participation de l'Europe, de la Russie, de la Chine... pas seulement des USA. Il faut aussi fixer une date limite courte à respecter : le temps aggrave la situation ; il y avait 150 000 colons en Palestine (i.e. Cisjordanie et Gaza) au moment des accords d'Oslo, il y en a 650 000 aujourd'hui, et Israël s'est accaparé 92 % de l'eau consommée sur ce territoire. »

Selon lui, la position d'Israël est aujourd'hui la suivante :

- Nous ne permettrons pas l'existence d'un État Palestinien de plein exercice,
- Nous n'avons pas l'intention d'arrêter le développement des colonies,
- Nous ne partagerons pas Jérusalem, qui est notre capitale,
- Nous conserverons nos ressources en eau,
- Nous n'autoriserons pas le retour des Palestiniens de la diaspora,
- Nous ne quitterons pas la Cisjordanie.

Face à cela, le FATAH maintient son exigence de deux États et souhaite que la communauté internationale fasse pression sur Israël. Il souhaite que le monde reconnaisse l'État de Palestine, comme l'ont aujourd'hui fait 11 États européens et le Vatican. Le Dr Sahat pense qu'un État unique avec égalité de droits pour ses citoyens serait peut-être une solution meilleure, mais Israël veut un État juif, ce qui condamne, en conséquence, cette option.

Le Dr Shaat se félicite de voyages, tels que le nôtre, qui contrebalancent la communication des medias trop souvent pro-israélienne. Ce type de solidarité redonne espoir aux Palestiniens.

A la question des moyens de pression face à Israël, le Dr Shaat répond boycott économique et recours à la Cour Pénale Internationale pour sanctionner les crimes de guerre d'Israël.

Le Dr Shaat est également conscient qu'il faudrait à la Palestine un gouvernement de coalition rassemblant FATAH et HAMAS, mais qu'Israël fera tout pour contrarier cette solution. Le FATAH souhaite un État laïc et démocratique et a opté pour la non-violence. Le HAMAS souhaite au contraire un État islamiste dont certains membres ou groupes, opposés à la négociation avec Israël, veulent reprendre les armes.

Après le départ du Dr Shaat, chaque membre du groupe se présente. Nous sommes 46 participants à ce voyage, en majorité retraités, essentiellement chrétiens, mais avec la présence remarquée de deux jeunes étudiantes de 20 ans, de trois musulmanes et d'un juif.

Quelques personnalités accompagnent le groupe, soit comme organisateurs, soit comme grands témoins : l'ex-Directeur de la Vie, président de l'Association Chrétiens de la Méditerranée (Jean-Claude Petit), la Déléguée Nationale de Pax Christi France (Catherine Billet), l'archevêque émérite de Poitiers (Mgr Albert Rouet), le Coprésident de l'Union Juive Française pour la Paix (Jean-Guy Greilsamer).

Ce dernier a précisé ce qu'il a répété à de nombreuses reprises dans les échanges avec nos interlocuteurs, à savoir qu'il était juif et antisioniste, qu'il combattait le sionisme et la colonisation par l'État d'Israël, qu'il se sentait solidaire du peuple palestinien et que, pour ces raisons, il voyait le BDS¹ comme une solution pour faire évoluer les choses. Enfin, il relevait le caractère intolérable de l'accusation d'antisémitisme dès lors qu'on critiquait le sionisme, particulièrement en France.

Ses déclarations sont condensées ici en une seule fois.

¹ BDS : Boycott, Désinvestissement, Sanctions

Jeudi 3 Septembre 2015

Visite de l'Université de Birzeit

Visite du chantier de construction du musée National Palestinien

Eglise et école de Birzeit

Visite au mémorial de Mahmoud Darwich

Rencontre d'Omar Barghouti

Rencontre de Natacha Carmi-Hanna, hydrologue

Visite de l'Université de Birzeit



Nous sommes accueillis par le Dr Abdul Latif Hijleh, Président de l'Université, par le Dr Abdel Karim Abu Khashan, professeur de littérature contemporaine, et par un professeur de littérature française. L'Université est un ensemble de beaux bâtiments modernes (moellons revêtus de pierre calcaire blanche du pays) avec terrains et jardins, sur les hauteurs, à 3 km de Ramallah.

École primaire en 1924, puis collège et lycée de 1940 à 1966, l'Université s'est développée après 1967. Auparavant, il fallait aller au Liban à l'Université américaine. Il y a d'abord eu ouverture d'un enseignement des arts et des sciences puis de gestion et d'ingénierie. L'Université accueille aujourd'hui 13 000 étudiants dans tous les domaines sauf la médecine. Les années 90 ont vu la création d'un Département de Droit, puis d'un Institut d'Administration Publique avec l'aide de la France avec laquelle existent des relations étroites (échanges d'étudiants et de professeurs). En économie, a été développée récemment une branche d'application des techniques mathématiques à l'économie. L'Université dispose d'un centre de recherches.

L'Université a connu 16 fermetures (surtout entre 1981 et 1993) dont 4 années lors de la première Intifada (de 1988 à 1992), même si les enseignements ont été poursuivis plus ou moins clandestinement hors de l'Université. Par ailleurs les professeurs étrangers ont de la peine à obtenir des visas de la part d'Israël et plusieurs des professeurs et étudiants ont été arrêtés.

Le budget de fonctionnement est couvert par les frais d'inscription des élèves. Les frais d'études sont pour beaucoup des étudiants un problème, mais il y a des aides. Les bâtiments font l'objet d'un budget d'investissement spécifique alimenté en particulier par des dons de pays arabes. La faculté de droit bénéficie d'une contribution française.

Le Président précise qu'il n'existe pas de relation académique avec Israël en raison de l'occupation de la Palestine. Cette question réglée, il n'y aurait plus de problèmes à coopérer.

L'enseignement est libre ; il n'y a pas d'intervention du gouvernement dans les programmes et cursus universitaires. Les étudiants sont à 70 % des femmes et ce, dans toutes les disciplines. Les débouchés existent dans le pays (parfois dans des emplois différents de la formation initiale suivie), à l'étranger où certains étudiants choisissent de poursuivre leurs études.

L'Université est fortement engagée dans la cause palestinienne ; le Conseil des Étudiants organise des manifestations contre l'occupation, la destruction des maisons, les mauvais traitements des prisonniers... Lorsque des étudiants sont emprisonnés, l'Université cherche à leur faire poursuivre leur cursus.

La littérature palestinienne s'inscrit dans la littérature arabe, avec une spécificité du fait de l'occupation : sa figure de proue en est Mahmoud Darwich.

L'approche de l'histoire pratiquée à Birzeit permet en principe l'expression de positions diverses... Mais ce n'est pas la priorité, car il faut réagir au contexte de l'occupation où la censure israélienne proscriit et élimine les mots de Palestine, de libération. « *Notre propre histoire est contrôlée par Israël* », « *Notre Ministère de la Défense c'est celui de l'éducation* », « *Nous résistons avec nos stylos contre les fusils de l'occupation* ».

Visite du chantier de construction du musée National Palestinien

L'État Palestinien projette à Ramallah la construction d'un musée national palestinien, outil de préservation de la mémoire palestinienne (la résistance par la culture), et peut-être de promotion du tourisme en Palestine. Ce musée devrait ouvrir en mai 2016, pour l'anniversaire de la Nakba². Il nous a été donné d'en visiter le chantier, celui d'un bâtiment délibérément vert et de ses jardins en terrasses plates, eux déjà bien avancés, à proximité immédiate de l'Université de Birzeit.

Eglise et école de Birzeit



Nous sommes accueillis par le Père Louis Hazboun, Curé de la Paroisse Catholique de Birzeit, à l'église catholique Ave Maria. Le Père nous indique que Birzeit est composé de 7 000 habitants, 4 000 musulmans et 3 000 chrétiens (catholiques, orthodoxes et anglicans). Pour cette raison, le dialogue interreligieux est très important entre musulmans et chrétiens. Selon lui, sans les chrétiens, il ne peut pas y avoir de paix entre les musulmans et les juifs. Mais le cœur de la visite est la rencontre avec le Père Manuel Musallam, aujourd'hui responsable mandaté par le gouvernement palestinien pour le dialogue musulmans – chrétiens après avoir été Curé à Gaza. Le Père Musallam a réuni autour de lui un groupe d'invités pour évoquer avec nous la question de l'œcuménisme et de l'interreligieux.

Mgr Theodosios de Sebastia, archevêque orthodoxe de Palestine, explique qu'il y a 20 ans, toutes les Églises palestiniennes ont fait un document pour dire comment elles voyaient Jérusalem, puis ensuite un autre sur les questions de justice et un autre sur la cause palestinienne. Désormais, pour Noël et Pâques, tous les évêques chrétiens rédigent ensemble un document. Ils se réunissent une à deux fois par mois pour prendre des décisions communes. Ils ont approuvé la rédaction du document Kairos : « *Nous combattons avec nos frères et sœurs musulmans pour la libération de la Palestine* », ce qui veut dire que nous nous rapprochons du peuple pour écouter ses besoins.

Le ministre (musulman) en charge des prisonniers palestiniens (fonction d'aide à leur situation) nous exprime ses remerciements pour notre visite, et nous invite à faire pression sur Israël pour obtenir la libération de ces prisonniers qui se sont opposés aux crimes contre les Palestiniens. L'Association France Palestine Solidarité (AFPS) parraine 3 000 prisonniers politiques palestiniens et aide leurs familles.

Un imam, Zuheir Dib'i, insiste sur les humiliations infligées par Israël aux Palestiniens, tout en mettant l'accent (discours général) sur la nécessité de distinguer le gouvernement israélien des juifs. En réponse à une question,

² La Nakba, ou « Catastrophe », désigne l'expulsion des populations palestiniennes consécutive à la résolution 181 de l'ONU le 29 novembre 1947 partageant la Palestine, qui a précédé et suivit la création de l'État d'Israël, le 14 mai 1948.

Le mot « Nakba » est un terme arabe qui signifie « catastrophe » ou « cataclysme ». Il désigne l'expulsion de 750 000 Palestiniennes de leur terre d'origine, la destruction de près de 600 communautés et de la très grande majorité de la vie palestinienne.

L'idée selon laquelle la Nakba est un jour où les Palestiniens commémorent l'établissement d'Israël est, non seulement erronée (la « Nakba » se réfère à l'expulsion et à la destruction de la majorité des communautés palestiniennes, à un épisode historique à replacer dans un continuum historique et un projet colonial, et pas à la création d'un État), mais renforce l'idée majoritairement répandue selon laquelle l'identité palestinienne se réduirait à une détestation des Juifs et d'Israël. Le contexte permanent de tensions et le cycle ininterrompu de violence depuis 1948 achève de polariser les identités: c'est « eux » contre « nous », « leur » retour signifierait « notre » fin.

il indique que l'intégrisme est peu présent en Palestine où les relations interreligieuses (chrétiens – musulmans) sont satisfaisantes.

Un professeur de Droit de l'Université de Birzeit insiste sur le fait que les Palestiniens ont besoin du soutien de l'Europe, notamment au travers du boycott des produits des colonies. Cette idée est renforcée par le Père Musallam qui indique que sur les 22 % de territoire de la Palestine d'avant 1947 qui représentent l'actuelle Palestine, Israël en a déjà colonisé 40 % en dépit du droit international.



Le Père Musallam conclut en évoquant une initiative, au sein de laquelle il est actif, pour le rapprochement des chrétiens et des musulmans en Palestine qui se concrétise sur le terrain : déjà 17 villages visités par lui-même et un imam, avec des réactions plutôt positives, mais variables selon les lieux.

Le déjeuner, au restaurant Mona Lisa du village de Birzeit, est composé de nombreux mezze (houmous, salades de tomates coupées en carrés souvent très épicées, tahinés...), de poulet avec du riz aux amandes grillées et de gâteaux orientaux. Les boissons sont essentiellement eau minérale, coca cola ou schweppes, et éventuellement, sur demande, bière Taybeh (la seule du pays). Ce menu se reproduira régulièrement.

Visite au mémorial de Mahmoud Darwich

Dans le même esprit que pour le projet de musée national palestinien, le musée Mahmoud Darwich vise à faire exister la culture et la mémoire palestinienne, à affirmer l'identité palestinienne sur sa terre. Il manifeste aussi la dévotion que portent les orientaux aux poètes qui expriment l'âme d'un pays. Une visite de ce musée a été faite pendant ce voyage.

Inscription à l'entrée du mémorial :

Je rends le ciel à sa mère

Quand il pleure pour elle et moi je pleure pour que le nuage

Me reconnaisse à son retour

Pour rompre les regrets j'ai appris tous les mots appropriés à la justice de sang

J'ai tout appris de la langue,

Je l'ai démêlée pour former un seul mot :

Patrie...

Mahmoud Saleem Hussein Darwish

(13 mars 1941 – 9 août 2008)

Mahmoud Darwish, second enfant de Houriyya et Saleem Darwish, est né dans le village d'Al-Birweh, en Galilée, le 13 mars 1941.

- En 1948, il fut forcé d'immigrer au sud Liban avec sa famille.
- En 1949, il revint sur sa terre natale avec sa famille pour trouver son village détruit et occupé par une colonie israélienne. La famille se réinstalla dans le village de Deir al Assad, en Galilée.
- Après avoir terminé ses études au lycée, Darwish s'installa à Haïfa.
- Il rejoignit le Parti Communiste israélien et travailla pour le journal du parti, Al-Itihad, ainsi que son hebdomadaire Al-Jadid, dont il devint plus tard rédacteur en chef.

- Pendant dix ans, les autorités israéliennes restreignirent sa liberté de déplacement, lui interdisant de quitter Haïfa, et l'assignant à résidence à plusieurs reprises entre 1967 et 1970. Pendant ce temps, il fut maintenu sous surveillance constante et arrêté cinq fois en 1961, 1965, 1966, 1967 et 1969.
- En 1970, il partit pour Le Caire où il travailla pour le journal Égyptien *Al-Ahram*.
- En 1973, il s'installa à Beyrouth et devint rédacteur en chef de *Palestine Affairs magazine*, publié par le Centre de recherche palestinien. Plus tard, il devint directeur général du Centre.
- En 1981, il fonda le journal littéraire *Al-Carmel*.
- En 1982, il quitta Beyrouth à la suite de l'invasion israélienne du Liban.
- En 1987, il fut élu président de l'organisation des écrivains et journalistes palestiniens.
- En 1987, il fut élu membre du Comité directeur de l'Organisation de Libération de la Palestine.
- En 1998, il participa à l'écriture de la Déclaration d'Indépendance Palestinienne qui fut ratifiée lors de la dix-neuvième session du Conseil National Palestinien.
- En 1996, il retourna à Ramallah et y poursuivit sa publication d'*Al-Carmel*.

Mahmoud Darwish est décédé le samedi 9 août 2008 à la suite d'une opération du cœur dans un hôpital de Houston aux États Unis. Mahmoud Darwish a laissé un riche héritage et de nombreux travaux littéraires, principalement dans les registres de la poésie (vingt-six volumes) et de la prose (onze volumes), dont la plupart ont été traduits en plus de vingt-deux langues. Il fut reconnu et acclamé en tant que chef de file de la poésie palestinienne et connut honneurs et célébrations aux niveaux local, régional et international, recevant de nombreux prix, médailles et éloges.

Rencontre d'Omar Barghouti

Fondateur de Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS)

Le BDS poursuit deux objectifs : la défense des droits (droits de l'homme et droit international) et les actions économiques.

Les droits exigés :

- *La fin de l'occupation, et notamment la suppression du mur et des colonies,*
- *L'égalité des citoyens en Israël,*
- *Le droit au retour des Palestiniens expulsés depuis 1948.*

Selon Omar Barghouti, Israël a divisé les Palestiniens en trois : 38 % d'entre eux vivent à Gaza et en Cisjordanie, 12 % vivent en Israël, et 50 % vivent à l'extérieur (i.e. les réfugiés).

Le BDS ne prend pas de positions politiques en dehors de son champ d'intervention en faveur du droit... De ce fait, il bénéficie du soutien d'un nombre significatif de juifs israéliens (le mouvement Boycott from Within, Boycott de l'intérieur)... Un agent du Mossad y voit un danger stratégique pour Israël au même titre que l'Iran.

Israël est puissant mais n'est pas préparé à affronter un "soft power".

L'investissement étranger en Israël a chuté de 40% depuis 2007 car les entreprises concernées subissent des dommages : l'exemple de Veolia, qui exploitait le tramway de Jérusalem et une ligne de bus desservant une colonie, est évoqué : cette entreprise a subi des déboires sur d'autres marchés internationaux (par exemple après la guerre de Gaza, le Koweït a exclu Veolia de ses marchés) et a dû se retirer de Jérusalem. Les cas d'Orange et d'une société néerlandaise d'eaux qui se sont retirés du marché israélien sont également cités. L'action du BDS pourrait représenter 2 points de PIB par an.

Sur la question de limiter le boycott aux seuls produits des colonies, il estime que cela ne s'est jamais pratiqué ailleurs : c'est Israël qui colonise et donc lui qui doit être boycotté.

Rencontre de Natacha Carmi-Hanna, hydrologue

Conseillère du projet palestinien de négociations sur le problème de l'eau

Les consommations d'eau par personne en 2015 :

<i>Palestiniens :</i>	<i>40 à 73 litres/jour</i>
<i>Israéliens en Israël :</i>	<i>300 litres/jour</i>
<i>Israéliens des colonies :</i>	<i>450 litres/jour</i>
<i>Moyenne mondiale :</i>	<i>150 litres/jour environ</i>

Israël utilise 90% de l'eau disponible, la Palestine 10%.

Part des ressources consacrées à l'eau dans la vallée du Jourdain :

- *Une famille palestinienne : de 8% à 50% de ses ressources (50% si besoin de recours à des camions citernes en cas de pénurie d'eau provoquée par les israéliens),*
- *Une famille israélienne des colonies : 0,9% de ses ressources,*
- *Moyenne mondiale : 3,5% des ressources.*

Israël vend l'eau 2 à 3 fois plus cher aux Palestiniens qu'aux Israéliens et se sert de l'approvisionnement en eau comme « arme » (au moins pendant la guerre de Gaza ou en cas de tension en Cisjordanie).

Les négociations en cours sur l'eau portent :

- *Pour la Palestine, sur une redistribution équitable des ressources d'eau entre Israéliens et Palestiniens, et sur une sécurité d'approvisionnement impliquant le contrôle de moyens propres de production. Aucun État palestinien ne peut exister sans suffisamment d'eau douce.*
- *Pour Israël, sur la reconnaissance par la Palestine d'une coopération asymétrique sur l'eau (exemple : Israël propose à la Palestine d'investir dans une usine de dessalement d'eau de mer sur la côte méditerranéenne) et sur le maintien des droits prioritaires d'Israël sur les quatre nappes phréatiques de l'ensemble Israël et Palestine, au motif qu'Israël a le premier creusé des puits à partir de 1967.*

Ces négociations portent sur les eaux souterraines, sur les eaux superficielles et sur le bassin du Jourdain, et impliquent cinq pays (Syrie, Jordanie, Liban, Israël et Palestine), ce qui explique leur complexité.



Cet exposé renvoie à la vision de l'urbanisme palestinien : toutes les constructions sont surmontées de nombreuses citernes, souvent de couleur noire, réservoirs d'eau en cas de pénurie, car l'eau est distribuée par Israël et est souvent coupée. Un de nos interlocuteurs nous dira ne pas avoir reçu d'eau potable depuis 22 jours à son domicile.

Vendredi 4 Septembre 2015

La tombe du Président Yasser Arafat

Rencontre avec le Dr Mustapha Barghouti

Manifestation pacifique de Bil'in contre le mur de l'apartheid

Rencontre avec le ministre de l'Éducation du gouvernement palestinien

Recueillement sur la tombe du Président Yasser Arafat

La tombe du Président Yasser Arafat est construite dans l'enceinte de la Mouqataa, le Palais du Gouvernement Palestinien. Elle vise à honorer celui qui en Palestine est aujourd'hui considéré comme « le Père de la Patrie ». D'une architecture élégante, elle est cependant considérée comme un lieu de sépulture provisoire, la visée ultime, volonté de Yasser Arafat lui-même, étant de la transférer un jour à Jérusalem. Il ne reste plus trace de la destruction de la Mouqataa par l'armée d'Israël après son siège de plusieurs mois, alors que Yasser Arafat, Président de l'Autorité Palestinienne, y était enfermé.



Au sein du groupe, certains participants s'interrogent sur l'importance donnée à Yasser Arafat qui a aussi été responsable de violences et dont le bilan pose question. Mais quoi qu'on dise ou qu'on pense, c'est la figure de référence de la Palestine qu'il faut reconnaître. Cette visite permet d'évoquer aussi les causes de la mort d'Arafat (les tribunaux français viennent de confirmer le non-lieu, faute de preuves...). Pour l'un, il est mort de maladie et il n'y a pas à chercher plus loin, pour l'autre il est évident qu'il a été empoisonné au polonium, comme le russe tué à

Londres par les services russes... : témoignages parmi d'autres de la diversité de points de vue au sein de notre groupe !

Rencontre avec le Dr Mustapha Barghouti

Secrétaire Général de l'Initiative Palestinienne et Président de l'ONG palestinienne "Medical Relief".

Israël est en train de détruire les dernières chances d'avoir deux États. En 47, l'OLP voulait un seul État avant d'accepter plus tard un compromis avec un État palestinien sur la Cisjordanie et Gaza... puis est venue l'illusion d'Oslo. Entre le plan initial de partage de la Palestine par l'ONU et la situation d'aujourd'hui, la part de terre de l'ancienne Palestine occupée par les Palestiniens est passée de 49 % à 11 %. Le territoire occupé par les Palestiniens aujourd'hui représente 250 îlots séparés par des colonies. Et le plan de Netanyahu : faire qu'il n'y ait plus de Palestiniens... Israël veut la terre sans les Palestiniens ! Et pour cela, Israël développe un système d'apartheid visant à forcer les Palestiniens à l'exil.

Le Dr Mustapha Barghouti, médecin, a eu l'occasion de se rendre à Gaza pendant la guerre de 2014, et nous en ramène des photos très dures. Gaza représente 1 800 000 habitants sur 360 km².

Le bilan de ce conflit est le suivant :

- 500 000 personnes ont dû quitter leur maison,
- 96 000 habitations ont été détruites en tout ou partie,
- 145 écoles détruites,
- 8 hôpitaux et 13 centres de santé détruits,
- 180 mosquées détruites,
- 10 cimetières détruits.

2 272 palestiniens ont été tués, dont 83 militaires :

- 85 % dans leurs maisons,
- 580 enfants, 261 femmes et 101 personnes âgées,
- 91 familles ont été en totalité détruites.

À la question de savoir si les Palestiniens n'ont pas une part de responsabilité pour avoir tiré des roquettes sur Israël, le Dr Barghouti, répond :

- *Par la légitimité d'un peuple occupé à se défendre,*
- *Par la disproportion des conséquences : Israël a eu 70 tués, dont 6 civils.*

Pour reconstruire aujourd'hui Gaza, il faudrait 6 millions de tonnes de ciment. Avec son blocus, Israël en laisse rentrer 100 000 tonnes par an. Il faut faire pression sur Israël pour lui faire respecter la loi internationale, et le boycott est la seule solution qui ait des chances de l'atteindre. La libération de la Palestine sera aussi celle des Israéliens qui pourront ainsi échapper à leur système d'apartheid et à leur enfermement (eux aussi sont enfermés dans leurs colonies).

A la question des soutiens du mouvement palestinien, le Dr Barghouti répond :

- *Que les juifs en dehors d'Israël sont plus sensibles à la cause palestinienne que les juifs d'Israël. Le public israélien est de plus en plus attiré par les thèses de droite et par les thèses sionistes parce que la colonisation est économiquement profitable pour lui. La parade est le boycott qui peut faire perdre beaucoup d'argent à Israël. Le BDS a été qualifié de mouvement terroriste par le ministre israélien Herzog.*
- *Que les peuples arabes sont globalement un soutien de la cause palestinienne, mais que leurs gouvernements, aux prises avec les printemps arabes, sont très en retrait, voire normalisent leurs relations avec l'État d'Israël.*

Le Dr Barghouti regrette la division de la classe politique palestinienne entre FATAH et HAMAS et œuvre pour un rapprochement. Cette division est un risque attisé par Israël qui cherche à couper la Cisjordanie de Gaza pour parvenir à occuper toute la Cisjordanie.

PIB par individu : 38 000 \$ en Israël, 1.400 \$ en Palestine.

Manifestation pacifique hebdomadaire de Bil'in contre le mur de l'apartheid



Bil'in est un village palestinien sur les terres duquel les Israéliens souhaitent construire une colonie. Les habitants de Bil'in ont refusé l'injustice et se sont battus, par des manifestations pacifiques et par des recours judiciaires pour refuser l'injustice. Le mur a été construit, spoliant le village, mais la communauté de Bil'in a obtenu gain de cause devant la Cour Suprême israélienne en démontrant que la construction de ce mur ne répondait à aucun des critères (ex : défense du territoire) admis par les juridictions israéliennes pour autoriser la construction d'un mur. L'État

d'Israël a néanmoins mis 4 ans à appliquer cette décision en détruisant ce mur... tout en en construisant un second cinq cent mètres en retrait. Tous les vendredis, les palestiniens de Bil'in manifestent pacifiquement, de 13 h à 15 h, contre le mur de l'apartheid en se confrontant à l'armée israélienne, positionnée symboliquement en avant du premier mur. La confrontation, selon les semaines, est plus ou moins brutale et les Israéliens y expérimentent leurs différentes tactiques (utilisation de drones, prise à revers des manifestants...).



La manifestation à laquelle nous avons participé a été assez calme, avec juste quelques sommations et tirs de lacrymogènes par les forces israéliennes. Elle faisait suite à un vendredi précédent beaucoup plus agressif qui avait, semble-t-il, dissuadé des participants palestiniens. Nous avons pu constater que des juifs israéliens (en petit nombre...) venaient participer à la manifestation côté palestinien.

Après un bon déjeuner chez Abdallah Abou Rahme, le leader palestinien, par ailleurs professeur d'anglais dans une école chrétienne de Ramallah, nous avons pu, vers 16 h, retourner sur le terrain déserté et aller jusqu'au second mur, ce qui a occasionné de l'agitation dans le poste de garde à une centaine de mètres. De nombreuses douilles de gaz lacrymogènes jonchaient le sol, témoignant de heurts passés. Cela nous a permis également de voir les terrains agricoles reconquis et exploités par les habitants de Bil'in.

Rencontre avec le Dr Sabri Saidam

Ministre de l'Éducation dans le gouvernement palestinien

Le Dr Sabri Saidam est un jeune ministre, excellent communicant. Son père était un des leaders du Fatah et a étudié en Algérie.

La Palestine représente 1 million d'élèves sur 5 millions d'habitants, répartis en 2 200 écoles publiques, 450 madrasas (écoles privées) et 150 écoles sous contrôle de l'ONU. Les écoles sont très diverses, depuis de belles constructions jusqu'à des tentes ou des maisons construites à base de pneus... Environ 250 enfants sont en prison, il faut les scolariser à distance, et cela se fait avec l'aide de la Croix Rouge, en dépit des difficultés que crée Israël. A Gaza, de nombreuses écoles détruites en 2014 doivent être reconstruites. Pour passer des livres scolaires, il faut utiliser des subterfuges, comme les faire passer cachés dans des transports. L'éducation représente un espoir de vie face à la mort environnante.

Le ministre travaille à fusionner l'enseignement professionnel et technique. Il veut introduire l'informatique pour tous dans les programmes. Pour réformer, il veut aller à la rencontre du peuple, s'appuyer sur des enquêtes d'opinion. Dans une situation de conflit, l'Éducation doit offrir des horizons, des rêves aux jeunes : accents mis sur le sport, la musique, le culturel ; initiation à la robotique, nouvelles olympiades - dont une sur la poésie - visite d'une vingtaine d'enfants en Inde et Russie avec visites de sites spatiaux...

Le Dr Saidam veille à ne pas admettre la violence à l'école. Il refuse aussi l'idéologie islamiste dans les écoles contre la volonté d'une partie du Hamas (même s'il dit que dans le Hamas, il y a aussi un courant de pensée modéré). Les manuels scolaires sont les mêmes en Cisjordanie et à Gaza. Il faut enseigner l'histoire palestinienne, l'histoire de la résistance mais ne surtout pas prôner la violence.

L'éducation en Palestine est obligatoire jusqu'à la High School. Les écoles publiques sont gratuites. Il y a beaucoup de demandes pour l'hébreu en langue vivante mais les décisions sur ce point font l'objet d'un débat.

Le projet politique palestinien est désormais d'avoir un seul État. C'est l'échec de l'Europe qui a permis que les juifs en Europe travaillent à la formation de leur État. Les Palestiniens se sont concentrés sur la résistance, dans une position défensive, ce qui a été une erreur.

Il n'y a plus de solution pour deux États, la création d'un État palestinien viable n'est plus possible. La vallée du Jourdain est utilisée à 87 % par Israël pour 7 000 colons. Il y a un vrai problème d'eau. Les bases militaires israéliennes en Cisjordanie sont installées sous couvert de réserves naturelles, etc... Israël a tiré un trait sur la solution de deux États mais n'a pas intégré la détermination des Palestiniens à vivre sur leur terre.

Les Palestiniens comptent sur l'écroulement d'Israël comme pouvoir.

Samedi 5 Septembre 2015

Visite du puits de Jacob et de la Samaritaine

Rencontre de l'Archimandrite Justinios

Visite de la société des femmes au camp de réfugiés de Balata

Visite de la savonnerie Toukan et des souks de la ville de Naplouse

Visite du site archéologique de Sébaste

Soirée au théâtre Ashtar

Visite du puits de Jacob et de la Samaritaine

et rencontre de l'Archimandrite Justinios

Le puits de Jacob, plus tard lieu de rencontre entre Jésus et la Samaritaine, est conservé dans la mémoire collective sous une église orthodoxe reconstruite depuis quelques dizaines d'années par l'Archimandrite Justinios. Il est toujours possible d'y puiser et d'y boire de l'eau, ce que plusieurs d'entre nous ont fait après la lecture de l'Évangile de Jean (4, 1-42).

L'Archimandrite nous a évoqué ses vicissitudes avec l'armée israélienne et les colons : il a été blessé de coups de couteau et emprisonné à plusieurs reprises. Il a la volonté de résister à la colonisation. Mais il évoque aussi les invasions successives qu'a connues cette région dans l'histoire, y compris celles des croisés qui, comme les autres, massacraient la population. Il a personnellement beaucoup travaillé à l'aménagement de l'église dont il a réalisé une bonne partie des tableaux. L'un d'eux représente l'assassinat à la hache d'un prêtre par un colon juif en 1967.

Visite de la société des femmes au camp de réfugiés de Balata et rencontre avec Mme Hind Adwan, sa responsable

Nous sommes accueillis par une musulmane entièrement voilée, ce qui étonne et choque certains car cette pratique ne semble pas faire partie de la tradition palestinienne. (Mme Hind Adwa s'excusera en aparté de nous avoir reçus entièrement voilée. C'est, dit-elle, en signe de deuil car son fils de 27 ans, fiancé, a disparu depuis plusieurs mois, sans doute enlevé par l'armée israélienne).

Elle anime un centre de formation professionnelle pour les femmes, avec des activités dispensées en couture, photographie, coiffure (certaines de notre groupe ont visité le centre de coiffure) et sport. Il y a aussi un centre de santé.

Le camp de réfugiés de Balata date de 1948 et est habité par 2 500 personnes, toutes musulmanes. L'UNWRA³ avait au départ mission d'assistance sociale et d'éducation. Tout cela se réduit : plus de fourniture de nourriture, de médicaments... réduction du nombre d'instituteurs ; il y a aujourd'hui 54 élèves par classe. Le travail manque pour les femmes même formées... Face à cela, la population développe une attitude de "*soumoud*" un mot arabe qui signifie persévérance dans la résistance à l'oppression et à l'humiliation.

Notre interlocutrice nous indique que les musulmans du camp vivent en excellents termes avec les chrétiens du voisinage, en particulier à l'occasion des fêtes religieuses des deux confessions.

Visite de la savonnerie Toukan et des souks de la ville de Naplouse

Nous passons deux heures au centre-ville : une heure pour visiter la savonnerie qui conserve des procédés artisanaux dans des locaux vétustes, une heure pour se promener dans le souk...

³ Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (En anglais : United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East)

Visite du site archéologique de Sébaste, l'ancienne capitale du Royaume du Nord devenue capitale d'Hérode



On y trouve de beaux vestiges romains : palais d'Hérode, théâtre romain, temple d'Auguste... C'est en particulier sur ce site que la tradition situe la prison de Jean le Baptiste et son tombeau, sur lequel a été édifiée une église aujourd'hui en ruine, avec une petite crypte où des traces de fresques ont été redécouvertes il y a quelques années. Le site est sur un promontoire offrant une vaste vue circulaire sur de nombreux villages, sur une colonie israélienne apparemment bien pourvue en eau (piscines extérieures) et sur Naplouse au loin.

Soirée au théâtre Ashtar

Soirée au théâtre Ashtar pour assister à la pièce « *Oranges and stones ou 48 minutes for Palestine* » en présence du directeur M. Edward Muallem et de Mme Iman Aoun, comédienne palestinienne, cofondatrice et codirectrice du théâtre, puis projection du film « Noun et Zaytoun », un film de Emtiaz Diab.

Cette pièce est une pièce muette relatant de façon expressive le drame du conflit israélo-palestinien, la lutte pour la terre, à travers l'histoire d'un homme et d'une femme contraints un temps de vivre ensemble dans la demeure de la femme qui se voit in fine expulsée de chez elle par l'intrus. Projection également d'un film poétique sur l'univers rural des Palestiniens, attachés à leur terre, qui se voient progressivement expulsés, et sur la résistance non violente incarnée par un irréductible qui ne veut pas quitter sa maison accolée au mur d'enceinte d'une colonie israélienne nouvellement implantée.

Le théâtre Ashtar donne une voix à la culture et à la résistance non violente palestinienne et se déplace à l'étranger.

Dimanche 6 Septembre 2015

Rencontre du père Ibrahim Shomali, curé de Ramallah

Rencontre avec le nouveau Curé de Taybeh

Rencontre de Bédouins sous tente à Jabal Al Baba

Rencontre avec des Palestiniens de la plaine du Jourdain

Rencontre avec le Gouverneur de Jéricho

Rencontre du père Ibrahim Shomali



Curé de Ramallah et ancien Curé de Beït Jala près de Bethléem où se trouve la vallée de Crémisan.

Quand Jésus était-il seul ? Sur la croix ? Non. À Gethémani ? Non, il y avait les oliviers... et aujourd'hui ce sont les oliviers qui ont besoin de lui. Cet arbre a une signification profonde pour nous. Aujourd'hui Crémisan va mal, sans doute parce que le Vatican a reconnu l'État de Palestine. Alors prions pour les habitants de Crémisan et en particulier pour les chrétiens.

Lorsque Jésus eut 12 ans, il est venu à Jérusalem avec ses parents, et ses parents l'ont perdu. C'est ici à Ramallah qu'ils ont réalisé qu'il n'était pas avec eux ; nous sommes aussi près de Béthel, le lieu où Dieu avait parlé à Jacob (Gn 35, 15)

Ramallah est très important pour les chrétiens d'ici. Il est dans le cœur de tous les chrétiens, de ceux qui souffrent... Il y a 40% de chrétiens à Ramallah mais seulement 1,2% dans toute la Palestine. Ramallah signifie « Ram Allah », la maison de Dieu, c'est aussi « Beth El » en araméen. En 1993, quand l'OLP s'est installée à Ramallah, la ville est devenue capitale de la Cisjordanie, entraînant un fort exode rural vers cette ville qui offre plus d'emplois que la campagne.

Il y a trois problèmes majeurs pour la communauté chrétienne de Palestine :

- L'éducation dont le coût est de 1 100 € par an et par élève avec un apport faible de l'État. Il y a beaucoup de musulmans dans nos écoles, au nombre de 6 à Ramallah (3 catholiques, 1 anglicane, 1 orthodoxe, 1 quaker). Cette donnée est à comparer aux 10 € annuels des écoles publiques,
- La santé : nos hôpitaux sont des musées, il n'y a pas de sécurité sociale, il faut parfois envoyer des malades à Jérusalem, ce qui coûte cher,
- Le 3ème âge : l'homme comme la femme doivent travailler jusqu'à la fin de leur vie, il n'y a pas de système de retraite. Ils dépendent de leurs fils (pas de leurs filles qui sont solidaires de la famille de leur mari).

Chacun peut tout de même trouver à se nourrir.

Q. : Que peut-on faire ?

- Prier car sans intervention du Seigneur rien ne se fera,
- Venir en pèlerinage, mais surtout venir nous visiter ; ici, à Ramallah, peu de touristes viennent. Et le tourisme développe les emplois chez nous,
- Développer des projets (ex : parrainage d'autres communautés...) pour permettre à des palestiniens de vivre dans la dignité.

Les relations avec les autres communautés chrétiennes sont bonnes, on célèbre Pâques ensemble comme en Jordanie. Nous avons de bonnes relations aussi avec les musulmans associés aux fêtes de Noël et de Pâques.

Nous avons aujourd'hui 1 séminariste pour 1 500 chrétiens, ce qui démontre une Église locale vivante.

Ramallah comporte officiellement 27 000 habitants, dont 12 000 chrétiens. Dans les faits, c'est plutôt 40 000 habitants avec les résidences secondaires. Beaucoup de riches Palestiniens achètent des terrains à Ramallah, le prix du terrain est cher (1 ha = 2 millions d'euros), mais la construction n'est pas chère.

Q. : Comment vous, prêtres, pouvez-vous faire la distinction entre juifs et sionistes ?

Nous faisons la distinction entre juif au plan religieux et sioniste, de même qu'entre islam [musulman] et Daech. Au temps des intifadas, il était difficile de faire prier pour les juifs « nos frères aînés dans la foi », mais c'est moins vrai maintenant du fait de l'enseignement du catéchisme. C'est plus problématique lorsque nous parlons avec des musulmans. Certains ne supportent pas la distinction entre juif et militaire israélien. Le judaïsme est une religion alors que le sionisme est une instrumentalisation de la religion pour justifier la mainmise sur des terres palestiniennes, comme Daech instrumentalise l'islam pour justifier ses exactions. Certains chrétiens désertent l'Église à cause de son impuissance à contrer le processus de colonisation.

Q. : Quels sont vos rapports avec la résistance palestinienne ?

Nous en sommes tout à fait solidaires et nous nous retrouvons dans la politique de Mahmoud Abbas. Les chrétiens entretiennent de bonnes relations avec la résistance palestinienne, à condition qu'elle soit non violente (union aux points de résistance comme Bil'in ou Beit Jala/Crémisan)

Dans des écoles du monde musulman, il y a perméabilité à l'extrémisme du fait de financements par l'Arabie Saoudite, le Qatar ou d'autres. Par exemple, on trouve un tampon de Daech sur un manuel scolaire de 9^{ème}, sans que personne ne s'en offusque. Tout ceci est lié à l'occupation sioniste. Dans nos écoles, on essaie de trouver des enseignants éloignés de l'extrémisme. Le peuple palestinien est le plus laïque du monde musulman... mais l'extrémisme apparaît avec les Frères Musulmans et les financements des pays arabes. Cet extrémisme est aujourd'hui un extrémisme politique, mais pas un extrémisme religieux qui serait fatal aux chrétiens après 14 siècles de coexistence pacifique. La menace islamiste explique d'ailleurs la réaction du Président Sissi en Égypte qui sort la religion des écoles et met l'accent sur l'enseignement de la morale. Mais les gens ont du mal à faire la distinction entre :

- Juif et sioniste,
- Chrétien et européen,
- Musulman et islamiste.

A l'issue de cet échange, ceux d'entre nous qui le souhaitent ont pu participer à l'Eucharistie avec la communauté catholique de Ramallah qui nous a réservé un excellent accueil.

Rencontre avec le nouveau Curé de Taybeh

Le Père Johnny Abu Khali, ancien Curé de Naplouse

et déjeuner à Taybeh chez les sœurs françaises

Taybeh est un village de 1 300 habitants, le seul village de Palestine uniquement habité de chrétiens. C'est un des lieux possibles pour l'Ephraïm biblique. Ce village fabrique la seule bière de Palestine ; elle organise aussi une fois par an sa fête de la bière à l'initiative de son ancien curé qui a aussi développé d'autres projets économiques.

Le Père Abu Khali, nouveau Curé depuis 15 jours, qui a vécu à Paris et travaillait dans la mode avant de devenir prêtre. Il nous reprecise que le problème pour les chrétiens en Palestine, ce n'est pas l'islam mais le sionisme mondial. A Naplouse, sa communauté de 600 chrétiens vivait sans difficulté dans une agglomération de 350 000 habitants. *Le problème des migrations est redoutable. L'Église doit tout faire pour éviter ces migrations. Si les chrétiens s'en vont, les lieux saints disparaîtront ! Ce n'est pas l'Islam qui est en cause, c'est le sionisme juif qui cherche à annihiler le christianisme, en se fondant sur un point de vue extrémiste tiré de l'Ancien Testament. Ces idées extrémistes ont été développées dès 1915, et transmises à ceux qui ne comprennent rien. Il s'agit pour eux de détruire les églises des premiers siècles, qui sont les témoins du christianisme primitif. Les raisons du départ*

des chrétiens sont à trouver dans la recherche de dignité. Le problème du statut est humiliant : par exemple, en France, on est considéré comme de nationalité indéterminée. Il faut soutenir les chrétiens de Terre Sainte, sans cela, dix ans après leur départ, il n'y aura plus de lieux saints.

Deux moyens pour aider les chrétiens :

- *Financer des logements pour des chrétiens à Ramallah,*
- *Financer les études d'étudiants palestiniens ; par exemple, à Naplouse, 20 étudiants sont parrainés par des Français.*

En route vers Béthanie...

Rencontre de Bédouins sous tente

à Jabal Al Baba près de la colonie de Ma'ale Adoumin.

Pour aller vers Jéricho, on emprunte un moment la Route 60, mais en fait le chauffeur devant faire le plein d'essence et son véhicule étant immatriculé en Israël, il ne peut accéder qu'aux stations d'essence israéliennes. Cette station, qui se trouve en territoire palestinien sous contrôle israélien, se trouve juste en face d'une colonie. Notre guide nous explique que cette route 60 est symbolique de la colonisation, c'est un axe stratégique qui mène à Jéricho et à la Mer Morte. Elle participe aux tentatives de séparation de la Cisjordanie.

Nous accédons ensuite à la ville de Béthanie qui est bordée par la colonie de Maale Adoumin, une très grande colonie qui fait la jonction avec Jérusalem Est. Béthanie étant en haut d'une colline, on peut voir de la route une grande décharge à ciel ouvert où les déchets sont jetés dans la pente juste en dessous de la ville...

La rencontre a lieu sur le Jabal Al Baba, un terrain de 170 hectares donné par la Jordanie au Vatican qui l'a mis à disposition de ce camp de Bédouins. Nous y sommes accueillis par Attalak Mazara, leur porte-parole. Les habitants sont des Bédouins chassés du Néguev par Israël qui ont trouvé refuge ici, près de Jérusalem. Ils vivent de leurs troupeaux, avec 700 bêtes contre 3 000 précédemment dans le Néguev.

La perspective d'Israël est de préparer le regroupement des bédouins dans 3 camps de réfugiés et de faciliter l'agrandissement de la colonie. On a l'impression que l'histoire se répète, nous dit-on, après la Nakba... Est cité le cas d'une maison occupée par un vieil aveugle qui a été détruite : *ils sont venus en pleine nuit pour la détruire, sans compassion. Ils ne comprennent pas le rapport profond qu'ont les palestiniens avec la terre...*

Mais nous sommes ici sur notre terre, nous n'y sommes pas des étrangers. Nous avons besoin de voix officielles fortes qui disent à Israël : Assez ! Avant, nous faisons partie de la nature, nous contribuons à la beauté de la nature.

Rencontre avec des Palestiniens de la plaine du Jourdain

dont les habitations ont été détruites au bulldozer, il y a deux semaines, pour permettre l'extension d'une colonie israélienne.

Rencontre poignante de Palestiniens logés sous un double toit de tente canadienne, avec des enfants très jeunes, par 43°C, sans eau et sans aucun attribut de confort. Plus loin des baraques en taule ondulée qui ont été détruites et qui se résument maintenant à des tas de ferraille. La guide de l'Autorité Palestinienne nous explique la situation précaire de ces Bédouins, chassés de leurs anciens territoires, qui ont interdiction de construire quoi que ce soit, en attente de l'ordre de déguerpissement suivant qui risque de leur tomber dessus. La scolarisation des enfants est un casse-tête permanent, pour des raisons de stabilité, de distance d'accès aux écoles, sans

parler des attaques périodiques de colons qui peuvent aggraver les écoliers : c'était une technique de conquête des territoires dans le Neguev...

Des femmes de notre groupe adressent des salutations et engagent quelques échanges avec les femmes présentes, avec au milieu d'elles, un tout jeune enfant riant assis dans la poussière (manifestation de vie contre la violence). Désolation d'un père de famille debout à l'écart. Cette scène fait toucher du doigt la violence d'une occupation militaire.

Rencontre avec Majed Fitiani, Gouverneur de Jéricho

Jéricho se targue d'être la plus vieille cité du monde et un carrefour de religions. Jéricho jouit d'un climat tempéré l'hiver et est une ville de villégiature (présence d'un casino). Jéricho est située sous le niveau de la mer (Jéricho : - 300 m, Mer Morte : - 420 m), et le % d'oxygène y est 8 fois supérieur à celui des autres régions. La végétation y est du coup très différente : nombreuses palmeraies dans la vallée du Jourdain, beaucoup de fleurs et de fruits en intersaison. La région de Jéricho est jumelée avec la région Rhône-Alpes qui a manifesté un grand intérêt pour la vallée du Jourdain. Il y a des collaborations dans le domaine de l'art et de la musique.

Jéricho est la seule partie de la vallée du Jourdain en zone A4 (complètement administrée par l'Autorité Palestinienne) : 62 km² sur une région qui en compte 700 (30 % de la Cisjordanie + Gaza). 35 colonies israéliennes établies dans la vallée (6 000 colons) utilisent 11% des terres fertiles. Certaines de ces colonies autour de la Mer Morte sont industrielles et exploitent 95% des ressources naturelles. Les Palestiniens n'ont pas le droit d'accéder à la Mer Morte et de s'y baigner. Ils ont interdiction de construire en zone C. 6 000 colons utilisent 450 000 m³ d'eau, alors que les Palestiniens n'ont droit qu'à 120 000 m³ d'eau. On n'a enregistré aucun acte agressif depuis 25 ans dans la vallée du Jourdain.

Nous avons adopté la paix parce que nous y croyons, mais vous avez vu les camps de Bédouins qu'Israël veut déplacer dans 3 lieux... Les colons ont brûlé beaucoup de pâturages, pour que les Bédouins ne puissent plus faire paître leur bétail... Pour avoir de l'eau, nous devons la demander à Israël. La colonisation économique est systématique. On est face à des vols de ressources dans un contexte d'avance technologique d'Israël. Nous voulons la paix et nous pensons que cette terre n'est pas faite pour les seuls Palestiniens mais pour tous, quelle que soit sa religion... Nous sommes ici fiers de l'héritage chrétien. La religion ne doit pas être utilisée à des fins extrémistes et racistes. Toutes les religions doivent avoir leur place... La liberté de pratique religieuse doit être reconnue mais cela peut poser des problèmes. Par exemple, les israéliens réclament 2 lieux pour les juifs à Jéricho, avec l'autorisation d'accès. Mais on ne peut accepter les extrémistes ! Il n'y a aucune preuve qu'il s'agisse de 2 lieux uniquement « juifs ». La ville est très ancienne, 10 500 ans av. JC. Nous craignons qu'Israël ne transforme ce conflit en conflit religieux et que l'extrémisme du Moyen-Orient ne vienne jusqu'à nous. Si la décision de créer un État juif aboutissait, il y aurait un gros danger.

A la question sur la sécurité des Israéliens dans la vallée du Jourdain, le gouverneur répond qu'il n'y a pas de problèmes de sécurité pour Israël dans la vallée du Jourdain. On constate que la vie y est normale. Ce sont les contraintes militaires qui rendent la vie difficile. Il s'agit d'une colonisation économique... Il y a un accord de paix entre Israël et la Jordanie et la Jordanie veille à la sécurité sur ses frontières.

Le gouverneur fait un lien entre la situation palestinienne et celle des migrants dans les pays développés : *s'il y avait la justice et la paix dans nos pays, vous ne verriez pas arriver autant de migrants. Notre responsabilité est donc de construire pour les pauvres un environnement qui leur permette de se développer sur place, chez eux.*

⁴ Les « zones » ont été régulièrement évoquées au cours de notre séjour :

- La zone A, composée de grandes villes (Ramallah, Jéricho, Bethléem...) est officiellement pleinement administrée par l'Autorité Palestinienne,
- La zone B est sous administration civile palestinienne, mais sous occupation militaire israélienne (ex : Taybeh)
- La zone C est sous contrôle israélien total.

Le Gouverneur encourage au boycott des produits d'Israël, mais il n'y a pas de volonté d'isoler Israël.

Nous ne voulons pas tomber dans le cercle vicieux d'appliquer leur politique, mais il s'agit d'isoler les responsables politiques ! La situation perdure grâce au soutien américain et européen. La France a accepté la création de l'État d'Israël et le Gouverneur pose la question : que faites-vous aujourd'hui pour en assumer les conséquences ? Il faut arrêter les privilèges accordés par l'Union Européenne dans les accords économiques.

Il constate que la question des réfugiés est une question difficile, mais demande que la résolution 194 de l'ONU qui autorise les réfugiés qui le souhaitent à revenir soit appliquée.

La résolution 194 est adoptée le 11 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations unies. Elle décide, à la suite du départ forcé de centaines de milliers de Palestiniens :

Art 11 : « qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les gouvernements ou autorités responsables. »

Le Gouverneur nous parle enfin de sa relation personnelle avec Yasser Arafat qui a souvent séjourné dans ce gouvernorat de Jéricho. Nous visitons la pièce dédiée à ce souvenir, un petit musée comportant encore le lit qu'utilisait Arafat.

Mais une question rentrée demeure, échangée entre quelques participants par la suite : vous n'arrivez à aucun résultat dans la coopération de fait avec Israël, la colonisation continue... L'appui de la population ne va-t-il pas vous manquer, si ce n'est déjà le cas ? Quelles perspectives politiques avez-vous en fait ?

Lundi 7 Septembre 2015

Visite du palais omeyyade d'Hisham

Site de Qumran

Mosaïc Center de Jéricho

En route vers Bethléem

Rencontre avec le maire-adjoint de Bethléem en charge du patrimoine

Visite de la Basilique de la Nativité

Rencontre avec sœur Denise Abi-Haidar, Fille de la Charité

Un témoignage spontané

Visite du palais omeyyade d'Hisham (VIII^e siècle)

Ce palais renferme les deux symboles du tourisme palestinien : la mosaïque au sol de l'arbre de vie (on y voit dans un cadre paradisiaque arboré le lion manger la gazelle...) et un cercle sculpté (une rosace à six branches, haute de 2 à 3 mètres).



C'est l'un des deux sites attractifs de Jéricho. L'autre site, de nature biblique, fait l'objet de davantage d'attention, notamment des travaux de fouilles et de restauration. Le Palais Hisham, de référence musulmane, n'a guère été considéré par les autorités israéliennes pour des raisons d'appropriation identitaire.

En fait de mosaïques, le sol en est jonché dans de nombreux endroits, mais elles sont cachées à la vue car recouvertes de sable pour les protéger.

Au hasard de la visite, on découvre un pilier avec une entaille : la pierre a été découpée par des extrémistes, il n'y a pas si longtemps, pour en extraire une croix. À l'origine la tolérance régnait, nous dit-on, comme en témoigne un autre pilier couché où figure une croix. À l'époque omeyyade, on construisait églises, synagogues et mosquées.

Visite du site de Qumran et vue sur les grottes où furent découverts les « manuscrits de la Mer Morte »



Le site est géré par les autorités israéliennes, ce qui fait mal au cœur à notre guide palestinien qui estime que notre argent de touristes (dépenses des billets d'entrée) sert à financer la colonisation et la récupération culturelle du site en faveur des thèses juives sionistes. On sent que, là comme ailleurs, d'après la présentation qui est faite : « ici vivait la secte Hayad », l'histoire est soumise aux pressions de récupération culturelle et identitaire. En effet, on ne dit plus les esséniens, ce qui peut être interprété comme une manière pour les israéliens de se réapproprier le site.

Visite du Mosaic Center de Jéricho

Le centre tente de relancer l'art de la mosaïque, très développé à l'époque romaine dans la région, en particulier dans les territoires palestiniens. La préservation du patrimoine culturel de la Palestine est une occasion d'échange culturel et de dialogue.

Route vers Bethléem et passage devant le monastère Saint Georges Kosiba

A la limite de Jéricho, en quittant donc la zone A, on peut voir le panneau rouge intimant l'ordre aux Israéliens de ne pas pénétrer en territoire palestinien. Le slogan a évolué dans le temps :

- Initialement : « *Vous entrez dans cette zone sous votre propre responsabilité* »,
- Aujourd'hui, depuis la seconde intifada : « *Il est interdit d'entrer dans cette zone car vous risquez votre vie* ».

Les paysages crayeux et totalement désertiques à perte de vue nous permettent de voir, du haut du Wadi Quelt, le monastère orthodoxe Saint Georges Kosiba complètement encastré dans la roche et proche de la seule oasis. La route prise par le Wadi El Nar est la seule route accessible aux Palestiniens pour se rendre du nord au sud. Plusieurs check points, fixes ou mobiles, sont rencontrés sur le trajet.

Durant le trajet Karim Kattan, jeune franco-palestinien, présente un projet de centre culturel qu'il développe pour accueillir des artistes à Jéricho : projet El Atlal. *On a appris à nos dépens que le dialogue avec Israël ne menait à rien. Il nous faut donc développer nos activités simplement, sans référence à Israël.* Mais il évoque aussi l'impasse de l'Autorité Palestinienne et ne souhaite pas que l'art soit enfermé dans des messages militants pour la cause palestinienne : il faut développer l'art tout court, universel.

Rencontre avec Issam Ijha, le maire-adjoint de Bethléem en charge du patrimoine

Bethléem compte 30 000 habitants pour la ville elle-même et 80 000 pour l'agglomération avec Beit Sahour, Beit Jala et les camps de réfugiés.

Bethléem est la ville de la paix par la naissance du Prince de la Paix.

Il y a 2 millions de visiteurs par an et 66% de la population vit du tourisme de façon directe ou indirecte. La ville dispose de 7 000 lits pour accueillir les touristes (1,8 M nuitées/an) ; 12 hôtels supplémentaires ont été construits ces trois dernières années. Cependant le travail manque en particulier pour les jeunes. Le mur, qui entoure l'agglomération, interdit désormais toute expansion territoriale de l'agglomération.

Les obstacles à la vie locale sont nombreux : le manque d'eau (des livraisons par camion sont nécessaires en complément, entraînant des pratiques de spéculation), la surveillance constante d'Israël (parfois deux heures pour aller travailler à Jérusalem, distante de 20 km), l'urbanisme contraint par l'espace disponible alors que la pression démographique est forte, l'absence d'espaces de loisirs et d'espace tout court pour de nouveaux projets.

La municipalité a des projets dans le domaine des infrastructures : ouverture de nouvelles routes, développement des transports en commun publics et agrandissement de la surface des parkings. Emmanuel Macron était à Bethléem ce même jour pour aider au développement de la zone industrielle de Bethléem.

Bethléem rassemble 17 000 réfugiés en 3 camps. Il y a 35 à 40% de chrétiens dans la population mais ce pourcentage est en diminution du fait de l'émigration à cause des difficultés entraînées par l'occupation. Le gouvernement palestinien a le souci de maintenir la présence chrétienne en Palestine. Au Conseil municipal, les chrétiens ont 8 sièges sur 15 bien qu'ils soient en minorité dans la population. Le Maire et le Premier Adjoint sont toujours des chrétiens. Le conseil municipal comporte par ailleurs un quota minimal de 3 femmes.

Bethléem a pour objectif de se faire reconnaître au patrimoine mondial de l'humanité. Ce classement n'a pas pu être obtenu en 2011 parce que la Palestine n'était pas encore reconnue par l'ONU. La municipalité a le souci de bien préserver le patrimoine : travaux de restauration du toit de la basilique de la Nativité, dévoilement des mosaïques sur les murs latéraux. Les travaux sont menés en collaboration avec des experts locaux et européens.

Il y a peu de motos (interdites par Israël pour des raisons de lutte contre le terrorisme). Pour aller à Jérusalem, les Palestiniens doivent laisser leur voiture au check point et sont obligés de prendre les transports en commun. Seuls les médecins sont autorisés à passer le check point avec leur véhicule.

La population de Bethléem souffre de l'occupation depuis des années mais n'a jamais perdu espoir de vivre dans un État palestinien indépendant. Nous sommes déterminés à aller vers la paix dans la dignité. Mais Israël continue sa politique de colonisation et ruine la possibilité de deux États.

Notre interlocuteur était optimiste dans le passé mais ne l'est plus aujourd'hui.

Visite de la Basilique de la Nativité

La Basilique est située au cœur de la vieille ville, sur la place centrale en face de la mairie. Construite au VIII^e siècle, elle présente l'aspect extérieur d'une forteresse, et comprend plusieurs lieux de culte : orthodoxe, arménien, catholique.

La grotte de la Nativité, sous l'église orthodoxe, est recouverte de marbre, avec l'emplacement de la nativité marqué d'une étoile d'argent au sol, et l'emplacement de la mangeoire du bœuf et de l'âne, également recouvert de marbre. Sous l'église catholique, se trouve une crypte dans laquelle Saint Jérôme aurait traduit la Bible en latin.

Nous nous installons dans notre pension de Bethléem. C'est simple et accueillant, très apprécié par la plupart des participants.

Rencontre avec sœur Denise Abi-Haidar, Fille de la Charité

Sœur Denise Abi-Haidar a travaillé avec sœur Sophie, actuellement dans la région de Tripoli au Liban où elle s'occupe d'accueil des enfants.

La communauté, ayant découvert les problèmes d'enfants abandonnés, a ouvert une structure d'accueil pour enfants de mères célibataires. Elle accueille actuellement 45 enfants de 0 à 6 ans.

Depuis 1984, la communauté prend en charge des filles enceintes hors mariage qui risquent d'être tuées de ce fait (ce qui n'est pas considéré comme un crime). Les enfants, considérés par l'État comme musulmans, sont élevés par les sœurs jusqu'à l'âge de 6 ans, puis sont ensuite placés dans des villages SOS mais pas dans des familles chrétiennes. Le but de la communauté est d'aider ces enfants, de leur donner un avenir et une espérance.

Les mères célibataires, soit retournent dans leur famille, soit continuent de vivre cachées toute leur vie par les sœurs qui leur donnent du travail. La société palestinienne est en effet très rigide sur ce plan, et la violence à leur égard n'est pas spécifique à l'islam : chez les chrétiens c'est pire !. Ces problèmes concernent davantage les communautés rurales que les communautés urbaines.

Un participant s'interroge cependant sur la portée des propos que nous entendons. Sans nier le caractère très condamnable et douloureux des situations rencontrées, il s'agirait de situations peu nombreuses malgré tout, comme en connaissent de nombreuses sociétés.

Un témoignage spontané

En soirée, on peut aller sur la terrasse qui offre une vue étonnante sur les lumières de la ville. Cela prête aux conversations. Un des accompagnateurs témoigne de ce qu'il vit et ressent, en contrepoint des autres discours : *Maintenant, c'est le chaos en Irak et en Syrie et les gens se font tuer encore plus que sous les dictatures antérieures. Les USA sont la cause de ce chaos et de l'existence de Daech.*

Ici je dois vous dire que je considère Arafat comme le responsable de toute cette situation détestable. Pour moi, l'Autorité Palestinienne, ce sont des traîtres. Je préférerais être administré par les Israéliens, les choses seraient plus claires. Et nous serions en résistance. Ici l'Autorité Palestinienne sert d'auxiliaire de police. Dans les camps, la distribution de nourriture a le même effet que des piqûres de morphine, celui de soulager mais sans guérir. Bethléem a basculé avec l'afflux de réfugiés dans les camps. Ici maintenant je me sens étranger, je ne connais

plus personne. Avant quand je sortais dans la rue, je rencontrais forcément une connaissance à saluer. En 1948, mon père se trouvait ici à Bethléem au moment de la guerre, il n'a jamais pu retourner chez lui à Jérusalem, il a tout perdu. Il a eu le statut de réfugié. Nos enfants émigrent, ils n'ont pas d'avenir ici. Je reste à cause de ma mère. Elle ne pourrait pas vivre ailleurs, elle ne s'adapterait pas.

Mardi 8 Septembre 2015

Hébron

Visite du Haram el Khalil ou « Tombeau des Patriarches »

Crémisan : les enjeux d'une occupation en cours

Evaluation à mi-parcours du voyage

Rencontre avec des personnalités chrétiennes

Route vers Hébron et visite du Haram el Khalil ou « Tombeau des Patriarches »



Hébron est la capitale économique de la Palestine et sa plus grosse agglomération (650 000 habitants, en très forte majorité musulmans). Le tombeau des Patriarches, qui abrite les cénotaphes d'Abraham et de Sarah, d'Isaac et de Rebecca, de Jacob et de Léa, est un lieu saint pour les juifs, les chrétiens et les musulmans ; il est l'objet de toutes les querelles. Ce lieu qui était une mosquée en 1947, a été scindé en deux par Israël qui a annexé l'entrée principale et une partie du bâtiment pour en faire une synagogue. La communication entre les deux lieux a été supprimée après l'attaque de la mosquée par Baroukh Goldstein, un médecin juif fondamentaliste, entraînant la mort d'une vingtaine de musulmans. Il est considéré comme un héros par les extrémistes : il a sa statue dans certaines colonies.



Ceux qui le souhaitent ont ainsi pu visiter successivement la mosquée, puis la synagogue.

Suite au massacre de 1994 au Tombeau des Patriarches, a été signé le protocole de Hébron séparant la ville en deux zones :

H2 : vieille ville avec colonies, contrôlée par Israël : environ 500 colons protégés par 1 500 soldats

H1 : le reste de la ville, contrôlé par l'Autorité Palestinienne.

Il s'en est suivi un courant de migration de H2 vers H1. La vieille ville est sinistrée, de nombreuses boutiques sont fermées (2 000 échoppes seraient fermés), l'activité est au ralenti, de nombreuses maisons sont vides... Pour éviter la perte de la ville sous la pression de la colonisation, Arafat avait demandé la mise en place d'un comité de réhabilitation devant favoriser le retour de populations palestiniennes à Hébron. Mais ce ne sont pas les mêmes populations : les habitants du centre sont ceux qui ne peuvent pas se payer un moyen de transport en habitant en périphérie.

La réhabilitation de nombreuses ruelles de la partie palestinienne a été faite de façon assez réussie, avec de nombreux passages voûtés.

La rue en contre-bas de la synagogue est interdite à la circulation officiellement pour des raisons de « sécurité », mais en fait elle est interdite aux véhicules palestiniens, étant réservée aux voitures des colons. Le lieu saint comme la vieille ville sont sous très fort contrôle de l'armée israélienne.

Les habitants d'une colonie, occupant les étages au-dessus des souks, (la colonie Betromino implantée en 1984 a installé une école talmudique là où il y avait une école secondaire palestinienne) se plaisent à jeter leurs débris sur les palestiniens en contrebas, ce qui a conduit ces derniers à devoir se protéger par des filets ou des bâches. Il est difficile de se rendre compte de l'ampleur du phénomène, qui pourrait d'ailleurs avoir une valeur plus symbolique et médiatique qu'objective (nous avons d'ailleurs pu voir des filets analogues dans la vieille ville de Jérusalem). Des observateurs internationaux sont également présents dans la ville pour noter chaque incident qui intervient entre les deux communautés, juive et musulmane. Chaque samedi, les colons organisent une procession de leur colonie vers les lieux saints en traversant les souks pour manifester leur « droit » à l'occupation de cette partie de la ville.

Nous avons ensuite déjeuné avec des étudiantes de l'Association Hébron-France, qui ont pu nous expliquer le quotidien de leur vie. Puis visite rapide d'une verrerie artisanale à Hébron.

Crémisan : les enjeux d'une occupation en cours

A Crémisan, deux communautés monastiques, l'une d'hommes, l'autre de femmes, cultivent sur les coteaux des vignes, dont le vin, le Crémisan, est réputé. 46 familles chrétiennes palestiniennes possèdent par ailleurs sur ces coteaux des terres, souvent plantées d'oliviers.

Nous avons rencontré sur le site M. Fadi Kattan, franco-palestinien, Conseiller du Ministre du Tourisme Palestinien et membre du Parti Socialiste Français. La famille de Monsieur Kattan est par ailleurs propriétaire d'oliviers sur les coteaux de Crémisan.

Israël a pour projet de s'approprier ces terres, celles des communautés monastiques comme celles des chrétiens, pour agrandir l'emprise d'une colonie et mieux enserrer l'agglomération de Bethléem. Ce projet se heurte à la résistance non-violente des Palestiniens sous des formes variées :

- Les sœurs se sont engagées très tôt dans la contestation, refusant que leur monastère soit enclavé dans une colonie israélienne et refusant par là-même d'être séparées des Palestiniens qu'elles servent. Les frères, eux, ont eu une attitude plus frileuse, même s'ils ont rejoint le mouvement de résistance récemment.
- Le Curé de Crémisan célèbre une messe chaque semaine sur le tracé supposé du futur mur.
- Manifestations non violentes importantes, où les prélats ont été quelque peu molestés (Michel Sabbah a été « retenu » plus d'une heure).
- La résistance a aussi été portée devant les tribunaux et la Cour Suprême Israélienne a demandé un tracé alternatif du mur plus respectueux des communautés monastiques et des propriétés chrétiennes... avant de se rétracter, deux jours après la reconnaissance par le Vatican de l'État de Palestine.

Au jour de notre visite, les Israéliens avaient engagé les travaux de génie civil préalables à la construction du mur depuis une semaine.

M Kattan nous explique par ailleurs avoir toujours été opposé à une solution à deux États, mais être favorable à un État unique, laïc, avec les mêmes droits pour chaque communauté, juive, musulmane ou chrétienne. La solution d'une fédération, suggérée par Mgr Rouet, pourrait être une réponse institutionnelle adaptée à cette orientation même si elle est jugée difficile. Reste la question particulière de Jérusalem dont le statut pourrait être celui d'un territoire particulier géré par un conseil interreligieux (juif, chrétien et musulman) (voir en annexe, le statut de Jérusalem vu par l'ONU).

Evaluation à mi-parcours du voyage

Cette évaluation est lancée par une présentation d'un quart d'heure par trois grands témoins, Catherine Billet (Pax Christi France), Jean-Guy Greilsamer (Union Juive Française pour la Paix), et Albert Rouet (archevêque émérite de Poitiers), suivie d'un débat avec les participants.

Catherine Billet

- Des émotions : vision d'une terre belle et qui porte des hommes ; émotion de l'impuissance, voire de la culpabilité, face à ce que nous avons vu et entendu,
- Des convictions : des convictions préexistantes se sont approfondies concernant la justice, la question du droit et des droits de l'homme. Nous avons vu l'oppression et les risques de la liberté de parole, menace potentielle pour la liberté de penser,

- Des questions :

- Comment l'oppression d'un peuple par un autre est-elle encore possible au XXI^e siècle ? Comment une telle situation ne réussit-elle pas à rassembler femmes et hommes pour y faire obstacle ?
- L'avenir : problème de l'unité de la Palestine dans un territoire mité. Problème de l'unité entre Cisjordanie et Gaza, comment ? Un État ou deux États : les discours sont encore très partagés, y compris entre Palestiniens. Le discours sur l'apartheid renvoie implicitement à un seul État...
- Un regret : n'avoir rencontré que des Palestiniens.
- Espérance : la jeunesse palestinienne, des interlocuteurs rencontrés et un peuple paisibles et sereins.

Soyons à notre retour éveilleurs de conscience sur la cause palestinienne. Espérons aussi, de part et d'autre, la venue de nouveaux prophètes qui sauront faire émerger pour leurs peuples la justice et la paix.

Jean-Guy Greilsamer

Un regret : n'avoir rencontré aucun interlocuteur du Hamas. Nous ne sommes en contact qu'avec une petite partie de la société palestinienne : les Palestiniens, ce sont aussi ceux qui vivent à Gaza et à Jérusalem-Est. Par ailleurs, il faut distinguer entre judaïsme (religion) et judéité qui est plus large.

Il retient :

- Le poids du sionisme qui vise à instaurer une suprématie juive sur toute la région en se débarrassant du peuple palestinien, soit en l'expulsant, soit en le cantonnant dans de nouveaux bantoustans : « Il ne peut pas y avoir de symétrie entre l'occupant et l'occupé ».
- L'attachement des Palestiniens à leur terre. On l'a vu à Bil'in ou avec les Bédouins proches de Jérusalem. Le symbole de la Palestine est l'olivier enraciné dans sa terre.
- L'importance du culturel, rencontré à travers de nombreux témoignages. Le culturel participe de l'identité du peuple palestinien et la construit, il donne du courage au peuple palestinien,
- L'état d'esprit du peuple palestinien : un accueil chaleureux, attentif, un peuple décontracté (le contraire d'agressif), un sens de l'humain important,
- L'importance de BDS. Le mieux qu'on puisse faire pour aider la cause palestinienne semble aujourd'hui être d'adhérer aux actions proposées par le BDS.

Et concernant l'avenir, il pointe :

- La situation du peuple palestinien qui continue de se dégrader,
- Les divisions internes palestiniennes (Fatah vs Hamas) qui ne cessent de se creuser,
- Une résistance qui se poursuit, pour beaucoup aujourd'hui par des méthodes non-violentes et grâce à la culture,
- L'existence d'une solidarité internationale,
- Le développement de BDS.

Même dans les milieux juifs libéraux, il y a peu d'empathie et peu de prises de positions pour la cause palestinienne.

Mgr Albert Rouet

Voyage riche, bien organisé, de découverte de ce que vivent les Palestiniens :

- On assiste au grignotage très méthodique par Israël. On fait appel au droit. Mais cela lui a rappelé Vichy et l'humanité silencieuse devant cet éclatement du droit en plusieurs droits, constellation d'inégalités entre occupants et occupés,
- Deux États, c'est devenu impensable aux yeux des Palestiniens qui nous disent en même temps avoir besoin de nous. Il faut donc aujourd'hui imaginer d'autres solutions juridiques, par exemple un État unique et confédéré,
- Pas de paix sans promotion de l'homme. La paix, c'est mettre l'homme debout en fonction de la justice objective à laquelle tout homme a droit. Pour cela la culture a un rôle à jouer. Les solutions sont à inventer... Tout citoyen est égal à un autre.
- Il y a une infiltration des mouvements islamistes en Palestine, même si c'est nié ou minoré dans les discours entendus, avec le risque de déplacer les antagonismes d'un plan politique au plan religieux, ce qui est une menace très forte pour l'avenir,
- La terre de la promesse est une terre de passage dont le propre est de n'appartenir à personne. Il importe de démythifier le récit biblique (Jean-Baptiste n'a jamais mis les pieds à Sébaste) et de faire la critique historique de notre tradition,
- Il n'y a pas de paix possible sans déconfectionnaliser le problème. La foi ne se confond pas avec l'adhésion à un système religieux.
- Deux constats :
 - J'ai trouvé dans le peuple palestinien un peuple mûr, mûri dans l'adversité, au contraire de l'État israélien qui a un comportement adolescent ;
 - Nous n'avons pas à traiter Israël comme Israël traite les Palestiniens.

Les participants au voyage ont ensuite réagi sur ces propos, essentiellement sur le thème des possibilités d'action au retour en faveur de la cause palestinienne pour construire une terre plus humaine.

Jean-Claude Petit conclut sur trois points :

- Il souligne la nécessité de travailler au développement d'une citoyenneté humaine et mondiale,
- Au plan politique, il propose de réfléchir à une solution politique (on ne peut pas se contenter de la solidarité humanitaire), de rentrer dans une réflexion sur les signes du temps,
- Au plan religieux, il suggère de développer la réflexion sur le fait que les systèmes religieux ne sont pas la foi.

Rencontre avec

- le Père Jamal Khader, théologien, Directeur du Séminaire de Beit Jala,
- le Père Raed Abou Sahlieh, Directeur de Caritas Palestine et ancien Curé de Taybeh,
- Mme Rania Murra, Directrice de l'Institut d'Éducation Arabe et membre du bureau international de Pax Christi, déléguée de Pax Christi Palestine.

Jamal Khader

Avant nous vivions en Palestine entre chrétiens, musulmans et juifs. En Europe, les Juifs minoritaires ont souffert des majorités. Ici aujourd'hui les Juifs sont majoritaires, ils ont pris ma terre. Alors, comment lire la Bible ? Est-ce que la Bible justifie l'injustice commise par Israël contre les Palestiniens ? Quand je rencontre des Français, notamment un évêque, qui considèrent que le retour des Juifs sur leur terre est un signe d'espérance... d'espérance pour qui ? J'entends souvent cela... Je peux faire de la belle théologie, mais si elle conduit à l'injustice, il y a quelque chose qui ne va pas. Nous sommes sensibles aux efforts des chrétiens d'Europe qui veulent aider mais il faut que cela soit sur une base correcte : écouter des deux côtés, que le dialogue avec les juifs ne se fasse pas sans les Palestiniens. Nous sommes là, nous chrétiens. Nous croyons avoir une mission de témoignage de notre foi, pierres vives de la Terre Sainte.

Le document Kairos Palestine : beaucoup d'Églises protestantes ont eu le courage de recevoir le document Kairos Palestine, mais pas l'Église Catholique de France. Je souffre ici non parce que je suis chrétien, mais parce que je suis Palestinien. J'ai travaillé avec des rabbins à Jérusalem : sur 10, 9 ont répondu que l'occupation était un péché, le 10^{ème} non. Les rabbins américains ont réagi très négativement au document Kairos Palestine. Les juifs américains ont émis des accusations d'antisémitisme et ont su faire pression sur les Églises américaines qui ont rejeté le texte pourtant en phase avec les valeurs judaïques.

Il y a aussi les colons israéliens qui viennent attaquer les Palestiniens avec la Bible en mains. Mais je vois également beaucoup de juifs qui vivent leur foi de façon positive. Le message de Kairos est de ne surtout jamais perdre l'espérance.

Raed Abou Sahlieh

Raed Abou Sahlieh évoque la situation politique de façon imagée, un peu comme au théâtre : On est un même peuple... A quand la paix ? Que veut-on ? On veut la paix sur 22% de notre territoire historique avec Jérusalem-Est comme capitale. On a fait des compromis importants : c'est simple ! Que nous demander de plus ? On a accepté l'échange de la terre pour la paix. Or depuis 1993 (Oslo) aucune solution ne se dégage, la situation se détériore. La solution deux États pour deux peuples est devenue impossible avec les colonies : Israël construit partout des colonies. Comment pourrait-on convaincre les 650 000 colons de partir ?

On parle du Mur de séparation, en fait il y a deux murs, l'un sur tout le territoire, l'autre autour de Jérusalem. L'encerclement du tombeau de Rachel est absurde ! Le but est de prendre le maximum de terres avec le minimum de Palestiniens. Ce qui risque d'arriver c'est qu'ils veulent prendre 50% des 22%, sans laisser aucune continuité territoriale : c'est inacceptable. Il n'y a pas de solution militaire. La solution à deux États est une grande illusion. La solution alternative est un seul État, laïc et démocratique. Quel nom lui donner : Canaan, c'était le nom du pays avant que tout le monde y vienne, même Abraham. Le conflit n'est pas nouveau, il a commencé il y a 4 000 ans, avec Abraham. La clef du conflit est qu'il s'agit de cousins ennemis... Mais tout ceci est une perte de temps car une telle solution d'un seul État ne sera pas acceptée, car ils veulent un État juif, pouvant accueillir

tous les juifs du monde entier. C'est un projet raciste ! Les idées ne manquent pas pour envoyer les palestiniens en Jordanie (Liberman) ou même à Porto Rico (D.Trump).

Mais nous restons ici, et nous savons que les juifs ont peur de la démographie arabe. On peut avoir un rêve, c'est que les Présidents palestinien et israélien signent un accord de paix, dans 10 ans, 20 ans... C'est inéluctable. Nous ne sommes pas pressés. Mais si cela doit se faire un jour, pourquoi ne pas le faire dès aujourd'hui ? Avant que ce soit trop tard pour eux ? C'est le salut de l'État d'Israël qui est en cause. Si cet État est fondé sur une grande imposture et des mensonges, cela s'écroulera tôt ou tard. Même en biologie les corps étrangers sont rejetés et détruits. Les chrétiens doivent être un pont pour faire aboutir une solution.

Mme Rania Murra

Comme membre du bureau international de Pax Christi et déléguée pour la Palestine, elle a organisé en Mai 2015 la rencontre de Pax Christi International, regroupant les leaders des différents comités nationaux à Bethléem, ce qui a été un soutien fort à la cause palestinienne malgré les difficultés d'organisation.

L'Institut d'Éducation Arabe cherche aussi à promouvoir la cause des femmes en Palestine, à les introduire dans la décision politique à tous les niveaux. C'est l'objet de la formation des femmes pour qu'elles puissent ensuite multiplier cette formation dans leurs villages et leurs communautés.

En marge des exposés, parmi les questions posées aux intervenants on peut sélectionner celles-ci :

Q. : L'humiliation n'est pas une notion promue par la Bible. Ne serait-ce pas une entrée possible pour en débattre avec les autorités juives et faire évoluer la situation actuelle ?

Réponse : *Mais quand on voit le comportement de certains rabbins extrémistes, on peut douter de la portée d'une telle approche ; ainsi 2 rabbins ont fait une sélection de textes judaïques où l'on trouve l'appel à exterminer les palestiniens ! C'est considéré comme un acte de sanctification. Mais au nom de quel Dieu peut-on affirmer des choses pareilles ?*

Q. : Que penser de la montée de l'islamisme ?

Réponse : *Le danger est dans le changement des mentalités. Il y a une acceptation de Daech chez les Palestiniens. Il faut comprendre pourquoi certains sont amenés à avoir une vision fondamentaliste. On retrouve le thème de l'écart entre Orient et Occident. Ce qui prévaut ici est l'impression d'injustice. Dans le cadre de la confrontation actuelle dans la région, l'Europe envoie des avions pour bombarder mais ne reçoit pas les réfugiés. Les musulmans ont plus peur de Daech que les chrétiens (car ils seront considérés comme traîtres s'ils ne se rallient pas). C'est un réel danger pour la Palestine.*

Mercredi 9 Septembre 2015

Visite de l'Université catholique de Bethléem

Visite du Centre Culturel Al Rowwad au sein du camp de réfugiés d'Aïda à Bethléem

Arrivée à Jérusalem

Table ronde à Jérusalem

Réception au consulat général de France

Visite de l'Université catholique de Bethléem et rencontre avec un groupe d'étudiantes



L'Université de Bethléem a été fondée en 1973 par les Frères des Écoles Chrétiennes. Elle a débuté par une petite école de 250 élèves avant de s'étendre. Nous commençons par la visite commentée de la chapelle de l'Université, dans laquelle un artiste français a notamment dessiné des fresques qui sont une forme de Bible en images.

Nous rejoignons ensuite les étudiantes dans un amphithéâtre.

Les matières enseignées à l'Université cherchent à cibler des besoins importants pour la société palestinienne : langues, littérature, tourisme, informatique, école d'infirmières, hôtellerie-restauration. Il n'y a donc pas que des facultés académiques. Le budget de l'Université est financé à 40 % par les frais d'inscription, très peu par le gouvernement, et à près de 60 % par des dons et subventions. Les diplômes sont reconnus partout dans le monde et l'Université développe des programmes d'échanges avec l'étranger (avec la France pour l'hôtellerie-restauration).

L'Université semble beaucoup moins « politisée » que celle de Birzeit. Le Conseil des Étudiants, élu chaque année, sert de médiateur entre l'Université et les élèves. Certains se demandent néanmoins si l'Université ne tend pas à former des cadres qui chercheront à trouver du travail à l'étranger (faute d'emplois ici), ce qui serait une impasse pour la Palestine.

Les cours ont lieu pour l'essentiel en Arabe et en Anglais. Quelques cours sont donnés en Français. Les élèves peuvent choisir leur langue. L'Université propose des activités périscolaires de type universitaire ou sportif.

Visite du Centre Culturel Al Rowwad au sein du camp de réfugiés d'Aïda à Bethléem

Nous sommes accueillis par le fondateur et directeur du Centre, M Abdelfattah Abusrour, par ailleurs titulaire d'un doctorat de biologie et professeur à l'Université de Bethléem. Le camp d'Aïda, regroupant 6 000 habitants est entouré d'un mur.

M Abusrour est né dans le camp d'Aïda, Ses parents venaient de villages occupés en 1948. Il se présente comme un réfugié palestinien sous occupation israélienne. *Il a fait un séjour en France à partir de 1985 pour faire des études de biologie, avec officiellement la nationalité jordanienne, avec le statut de résident temporaire. Cela a occasionné des imbroglios lors de l'établissement de ses papiers à la Préfecture : d'abord fiché comme « réfugié jordanien sous mandat Israélien », puis « indéterminé ».*

Il est rentré en 1994, à la faveur des espoirs des accords d'Oslo.



En 1998, il crée le centre Al Rowwad (qui signifie le pionnier) dans la maison de ses parents. Il propose alors une activité de théâtre. Pour ce camp de 6000 habitants entouré de mur et de miradors. Il essaie d'ouvrir des perspectives alternatives au réflexe d'une violence terroriste, de suicide ou de diverses activités conduisant à la case prison.

Il a pu développer des tournées internationales, faites d'échanges à travers l'association des Amis d'Al Rowwad : c'est une façon de voir qu'on est des êtres humains !

Les Palestiniens sont occupés et ont le droit de résister à l'occupation. Bien que 99% des Palestiniens ne soient pas armés, certains ont choisi la lutte armée. Le mouvement de résistance vient de loin, il a commencé en 1881 contre l'occupation ottomane et il cite d'autres événements qui ont suivi. En 1913, on a eu la première femme arabe photographe, en 1920, le mouvement des femmes palestiniennes et 1929, une manifestation contre le mandat britannique et le sionisme.

La colonisation est une corruption de l'environnement. La Palestine n'est pas une cause humanitaire : les Palestiniens connaissent la pauvreté du fait de l'occupation illégale des Israéliens. Oui, les juifs ont souffert, et notamment du fait de la Shoah, mais ce n'est pas du fait des Palestiniens. On ne répare pas une injustice par une autre injustice.

Et pourtant les Palestiniens sont trahis par tout le monde, et en dépit de tout cela, ils cultivent une culture d'accueil.

Il considère son séjour ici comme un acte de résistance. Et il cite une tirade de Cyrano de Bergerac rejetant l'asservissement aux puissants : « ... non merci ! » On n'a pas le luxe du désespoir, on fait ce qu'il faut pour vivre. On développe une culture de la vie, pas de la mort : vivre pour la Palestine et non mourir pour elle. L'expression théâtrale est un substitut à la colère (à la violence), ce n'est pas un lieu de morale de conduite. Al Rowwad a développé le concept de « belle résistance » par le théâtre, la danse, la musique, la photographie... Les femmes ont été mobilisées pour ces activités.

En exemple des brimades quotidiennes : il avait accueilli le pape François devant le mur, à la suite de quoi, sous couvert d'accusations imprécises de menace de l'État d'Israël, le permis d'accès à Jérusalem lui a été refusé.



Il y a des gens qui en ont assez de subir tout cela, notamment le kidnapping d'enfants par les soldats israéliens (Il y a 250 enfants prisonniers) ; les soldats viennent la nuit dans les maisons, ce qui est contraire au droit international. Un de ses cousins a été arrêté à 15 ans et il est resté 8 ans en prison. Une anecdote : une handicapée mentale parlait d'opération. Cela a été entendu et interprété comme un projet d'attentat. Elle a été arrêtée et il a fallu 3 mois aux policiers pour se rendre compte

qu'elle évoquait une opération des yeux qu'elle devait subir. Les prisonniers doivent payer leur entretien et leur nourriture en prison : les familles paient !

Le futur est inconnu. L'Autorité Palestinienne n'a aucune autorité, cela ressemble au régime de Vichy. Si elle fait quelque chose, elle se heurte aux menaces des USA, de l'Europe, d'Israël. En fait, elle facilite l'occupation. La région est le lieu d'intervention de multiples acteurs (Golfe, Iran, Turquie...), les Palestiniens sont manipulés par tous ses pays voisins. Le Hamas et le Fatah ne représentent plus le peuple palestinien. Mais nous sommes toujours là, même si Israël a tout essayé contre nous. Il faut vivre à égalité. La Palestine est un pays qui est passé de colonisation en colonisation, et qui à ce titre, est aujourd'hui un pays riche et diversifié, accueillant. Notre peuple est assez différent du tribalisme des pays arabes environnants. Cette terre rejette la colonisation, c'est ce qu'enseigne son histoire.

Le retour des réfugiés est un droit. Concrètement ? 80% des villages détruits en 1948 sont inoccupés. Il n'est pas question de légitimer l'occupation...

Arrivée à Jérusalem.

Nous nous installons à l'hôtel Notre Dame Center, à proximité immédiate des remparts de la vieille ville près de la porte de Damas. C'est un superbe lieu d'hébergement, récemment repris en main par les Légionnaires du Christ, institution controversée. De la terrasse, on domine toute la ville.

Table ronde à Jérusalem



autour de

- Mgr Michel Sabbah, Patriarche émérite de Jérusalem,
- Père Rafiq Khoury, théologien,
- Mgr Rouet

Mgr Michel Sabbah

Nous sommes dédiés à la cause palestinienne car, dédiés à Dieu, nous sommes dédiés aux hommes et femmes qui souffrent, créatures de Dieu. Je veux vous parler de ce qui se passe ici et de ce qui se passe au Moyen Orient. Ce qui se passe en Irak ou en Syrie n'est pas étranger à ce qui se passe chez nous. Nous recevons des visiteurs, des responsables et chefs d'État qui parlent aux Israéliens et aux Palestiniens et rien ne change : ce que l'on vit est l'occupation militaire.

Dans les territoires occupés nous souffrons d'une situation illégale. La vie dans les territoires occupés obéit à la loi militaire, c'est-à-dire à l'absence de loi, ou la loi du plus fort. Ici, si un jeune lance une pierre sur un soldat, le soldat a le droit de se défendre et de tirer pour tuer. En situation de guerre, c'est la Knesset qui fait les lois pour maintenir la situation. Je pose cette question à Netanyahu : si vous essayiez de savoir pourquoi on lance des pierres, vous pourriez trouver les remèdes. Il faudrait que tout israélien puisse marcher en toute sécurité mais certains juifs font des actions qui incitent précisément à réagir et à les attaquer.

Ici, attaquer un lieu saint est pire qu'attaquer une personne. Ici, il y a un tué tous les jours et on n'en parle pas dans les journaux sauf si c'est un juif. Le même Dieu qui a choisi le peuple juif est aussi celui qui a envoyé Jésus, et Dieu, dans son mystère, a fait naître l'islam. Jérusalem, ville sainte de trois religions, est le centre de l'humanité.

Les juifs veulent revenir à la situation d'il y a 2 000 ans, contre l'histoire, contre Dieu. Il y a des juifs qui prient de façon sincère, mais les responsables politiques israéliens ne sont pas sincères, ils agissent pour favoriser le transfert des maisons en faveur des juifs, avec une légalité apparente : les lois sont faites par les autorités. Chaque jour, une maison palestinienne de Jérusalem est démolie.

Les juifs ont gagné toutes les guerres, nous palestiniens sommes un peuple vaincu, si bien que nous sommes traités comme tout peuple vaincu : « malheur aux vaincus ! ». C'est ainsi qu'à Beit Jala ils peuvent déraciner les oliviers, les soldats laissent prier mais agissent et répriment dès qu'il y a une manifestation.

Gaza qui est une partie de la Palestine est un enclos assiégé de 384 km² où vivent plus de 1 500 000 habitants. La raison : le Hamas qui y gouverne est qualifié de terroriste... mais Israël négocie avec lui. L'ONU dit que Gaza sera invivable en 2020.

On a maintenant la crise des écoles : selon la loi les écoles religieuses doivent être subventionnées, mais maintenant seules les écoles juives sont subventionnées.

Le terrorisme juif se développe mais n'est pas sanctionné et nous en sommes les victimes avec des incendies d'églises et de maisons, sans sanctions.

Au Moyen-Orient, c'est partout l'anarchie, voulue par le jeu des puissances internationales. La Jordanie reste sans doute aujourd'hui l'endroit le plus sûr pour les chrétiens. Israël est un petit État fort et il ne faut pas qu'il y ait plus fort que lui à côté, l'Irak, la Syrie, l'Égypte... Israël avec l'appui des États-Unis fonde sa force sur l'anarchie des pays arabes. Seule la paix avec les Palestiniens peut garantir la sécurité des Israéliens ; s'ils restent dans cet état de guerre, ils disparaîtront. L'anarchie n'est pas le fait des chrétiens ni des musulmans qui vivent ensemble depuis quatorze siècles. L'Amérique est en train d'utiliser l'extrémisme musulman. Nous chrétiens, nous n'existons pas pour eux, on l'a vu en Irak, les chrétiens ont été immolés. L'ennemi n°1 n'est pas le musulman mais la politique occidentale qui sème l'anarchie et conduit à sacrifier les minorités.

Vous offrez votre solidarité ? D'accord, mais l'Église doit prendre conscience de ce qui se passe ! Le problème est politique et il faut agir auprès des politiques. L'Europe est affaiblie face à l'Amérique où Obama est faible et dans l'impossibilité d'avoir le dernier mot dans une discussion avec Netanyahu. Il faut faire pression sur Israël pour le salut d'Israël, ne pas se limiter à des paroles. Les Européens ont aliéné leur liberté et s'alignent sur les USA. L'Europe et les USA ont à reconquérir leur liberté pour dire à Israël la vérité : seule la paix peut vous sauver, la politique que vous poursuivez est suicidaire. Il faut faire pression sur Israël. Nous sommes chez nous ici, nous souffrons mais c'est une question de survie pour Israël. Et derrière cela, il y a bien un risque de catastrophe mondiale.

Père Rafiq Khoury

Le Père propose un échange sur Kairos Palestine.

Ce document est le fruit d'une plus grande maturité des chrétiens au plan d'abord de la foi : on est passé d'une foi sociologique à une foi plus réfléchie. Il témoigne aussi d'une maturation politique et on doit beaucoup au patriarche Michel Sabbah qui a établi un lien entre la foi et les affaires de la Cité (i.e. la politique) et aussi au Centre Œcuménique Sabeel, centre de théologie palestinienne de la libération et enfin, au Centre Aleka ("rencontre"), qui a beaucoup travaillé au dialogue islamo-chrétien et à l'élaboration d'une théologie contextuelle palestinienne. Tous ces mouvements de maturation ont abouti au document Kairos Palestine, signé par toutes les Églises chrétiennes de Palestine et toutes les couches de ces Églises (clergé et laïcs). On est arrivé à la conclusion qu'il fallait une parole à partager et c'est Kairos. Cette parole veut être une parole de vérité face aux mensonges pour libérer les opprimés et les oppresseurs.

Depuis décembre 2009, date de la publication de Kairos, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Je voudrais insister sur trois points :

- *Nous risquons de parler des problèmes immédiats en oubliant le fond. Une vérité simple : la création d'Israël en 1948 est fondée sur une injustice contre le peuple palestinien en affirmant qu'Israël existe de toute éternité et que les Palestiniens ne sont venus qu'après. Les Palestiniens étaient majoritairement musulmans et vivaient avec des minorités chrétiennes et juives. Jaffa et Haïfa étaient florissantes. Plus de 400 villages ont été détruits en 1948 et on trouve à leur place des kibboutz. Il y a 6 millions de réfugiés autour de la Palestine et 3,5 millions à l'intérieur. Tant que cette injustice ne sera pas réparée il n'y aura pas de paix.*
- *Au plan international on parle de solution à deux États. Or l'État d'Israël existe et les Palestiniens ont fait un compromis historique où ils reconnaissent l'État d'Israël sur 78% du territoire de la Palestine. Les colonies sont incompatibles avec la solution à deux États. Elles ont triplé en 20 ans pour compter environ 500 000 colons. Elles grandissent en permanence au détriment des terres palestiniennes confisquées. Elles morcellent le territoire.*
- *Gaza est une honte pour le monde. L'Occident est complice au moins par son silence et son inaction.*

La responsabilité de l'Occident et du peuple français est engagée dans cette situation. C'est l'Occident qui a créé l'État d'Israël. Il a résolu la question juive en faisant payer le prix de son péché au peuple palestinien. C'est une responsabilité morale, historique, politique. Comme vous avez résolu la question juive, vous devez maintenant résoudre la question palestinienne. Le peuple palestinien doit devenir un problème de conscience pour l'Occident qui est conscient qu'Israël transgresse les lois internationales mais est incapable de réagir. L'Europe peut-elle prendre ses responsabilités et le veut-elle ?

Mgr Albert Rouet

La réflexion théologique du document Kairos Palestine n'a guère été reçue par nos communautés ecclésiales. Ce qui n'a pas empêché certains de faire des pèlerinages et de passer ici huit jours sans rien voir de la réalité.

Nous avons une conception du temps qui nous empêche de voir le moment favorable, le kairos. Car nous avons une théologie de la continuité : toute l'histoire de l'homme devait aboutir à Jésus-Christ (cf Irénée de Lyon, Eusèbe de Césarée, Les deux Cités d'Augustin ou Guilbert de Nogent au cours de la première Croisade : l'action de Dieu par les Francs). Cette pensée qui a marqué notre civilisation veut que l'histoire du monde aboutisse à nous. C'est l'histoire de la colonisation française qui vise à permettre à d'autres peuples de bénéficier de notre civilisation. Le succès est le droit : l'imperium romain postule qu'on a raison d'agir de cette façon. A la fin du XI^e siècle, Pierre le Vénérable, abbé de Cluny, rédige les deux premiers ouvrages contre les juifs et contre les Sarrazins (i.e. musulmans). Cette manière de penser exclut l'autre. L'histoire aboutit à notre identité, elle est conçue comme une progression linéaire pour aboutir à nous.

La notion de Peuple élu est ambiguë. Il s'agit d'un peuple choisi par Dieu pour travailler à son projet de rassembler tous les peuples. Israël est dans une logique terriblement occidentale en souhaitant imposer à d'autres sa civilisation.

Or, le Kairos c'est ce que l'on n'attendait pas... et qui survient. C'est une libération de la pesanteur du temps continu ou de la fatalité. Une tragédie humaine peut donner une chance, elle peut devenir un kairos, car elle peut nous libérer des préjugés : il n'est pas dit que la force soit la seule possibilité.

Chez Jérémie : une tragédie peut être un kairos... L'occasion qui nous est donnée de nous libérer pour comprendre et nous engager dans un travail à défaut de quoi ce sont d'autres qui interviendront. Cette tragédie peut libérer la parole, mais nous ne pouvons avancer seuls : nous avons à entendre les autres qui vivent cette situation d'oppression.

Pour nous libérer de l'oppression, nous devons aussi nous situer sur le plan politique. Les difficultés du peuple palestinien sont pour nous un appel à nous comporter en frères des Palestiniens. Nous avons à nous décentrer de notre européocentrisme, à sortir de notre aveuglement. Un appel à la libération de la parole pour oser poser le problème de l'oppression en cessant de ménager la chèvre et le chou.

Echanges

Mgr Sabbah remarque que l'Église catholique n'a pas réagi au document Kairos - seul Pax Christi l'a porté - car il a été jugé par Israël antisémite et anti-Israélien, et l'Église catholique ne veut pas entrer dans le boycott des produits d'Israël.

Un participant fait remarquer que l'empathie que nous pouvons avoir en France pour le peuple juif est influencée par des figures d'intellectuels telles que Péguy et Maritain, ainsi que par la déclaration Nostra Aetate de Vatican II et par la reconnaissance d'Israël par le Vatican.

Mgr Sabbah répond qu'il ne s'agit pas de haïr ou d'aimer, mais de répondre à un problème politique : *il y a un état de guerre entre Israéliens et Palestiniens, et il faut rétablir la paix par la justice. Il faut dire à Israël qu'il est en train de se suicider, à maintenir son oppression sur le peuple palestinien.*

Réception au consulat général de France

par Mme Minh Di Tang, consule générale adjointe

Le consulat général est un beau bâtiment des années 1930. La consule générale adjointe brosse un panorama de la situation. Le Consulat Général de France fait partie des huit représentations diplomatiques auprès du gouvernement palestinien à être installées historiquement à Jérusalem. Aujourd'hui, Israël ne permet plus l'implantation de représentations diplomatiques auprès de la Palestine à Jérusalem.

A la question de la circulation entre Israël et la France, elle répond :

- Que l'accès en Palestine est souvent entravé par les autorités israéliennes, y compris pour des salariés du consulat, mais qu'alors le consulat intervient. Elle conseille de se signaler au consulat avant un départ en Palestine,
- S'agissant des criminels de guerre israéliens accueillis en France, que le Consulat Général ne peut pas s'opposer à la liberté de circulation des personnes.

Elle confirme aussi que beaucoup de français viennent en Israël et s'installent dans les colonies mais elle ne constate pas de recrudescence des arrivées (alya) depuis les événements de Charlie Hebdo en France.

Elle indique que ce n'est pas la politique de la France que de soutenir les initiatives du BDS et le boycott contre Israël, mais le Consulat se doit d'informer qu'une entreprise française qui commerce avec Israël court de sérieux risques d'image (cf. Orange) et de retombées négatives sur d'autres marchés. En réponse à une question, elle indique que *si la position française sur le conflit israélo-palestinien vous semble devoir être rectifiée, c'est à vous d'agir auprès du gouvernement ou de vos représentants, les députés.*

Soirée d'échanges

avec

- Marie-Armelle Beaulieu, rédactrice en chef de la revue de Terre Sainte
- le Père Franz Bouwen, Père Blanc, spécialiste des Églises Orientales et du dialogue avec les Églises chrétiennes d'Orient

Marie-Armelle Beaulieu rappelle d'abord quelques dates :

- 1187 : Saladin interdit la Terre Sainte aux chrétiens d'Occident,
- 1229 : Un premier contingent de Franciscains arrive à St Jean d'Acre,
- Depuis 1306 : présence ininterrompue des Franciscains en Terre Sainte, ce qui amènera le pape à leur confier la garde des lieux saints. Ils seront les seuls religieux chrétiens en Terre Sainte jusqu'à Méhémet Ali au 19^{ème} siècle.

Son diagnostic est qu'on est en présence de deux peuples malades : l'un de la Shoah, l'autre des occupations à répétition. Il est difficile de comprendre ce que peuvent ressentir les juifs ou palestiniens car il s'agit de

mécanismes psychologiques profonds qui viennent de l'histoire. Elle évoque une anecdote racontée par Avraham Burg⁵ : il était en voyage en Pologne avec un juif australien, qui a été pris d'angoisse devant la peur des camps, comme s'il revivait des scènes passées.

Or il n'avait jamais connu la Shoah, c'était la première fois qu'il venait en Pologne. Il avait intégré dans son inconscient la douleur collective de la Shoah. Les israéliens travaillent à s'inoculer le virus de l'angoisse de la Shoah.

La situation actuelle est de plus en plus dramatique : on va dans le mur, on ne sait pas quand et où aura lieu l'impact. On a l'impression que plus personne n'est capable d'analyse. Pense-t-on à un État binational ? Les juifs seraient minoritaires, il y a alors des sous-entendus inavouables dans cette hypothèse. L'État juif peut-il l'accepter ? Certains parlent d'apartheid, elle ne prononce pas ce mot, qui heurte inutilement sans faire avancer les choses, il faut inventer un autre mot.

On a affaire actuellement à un ministre de l'Éducation extrémiste (Naftali Bennet) qui veut saboter les écoles chrétiennes.

Même dans les pèlerinages en Terre Sainte, elle constate que dans les groupes un clivage tend à se former entre pro-israéliens et pro-palestiniens. Il y a vraiment besoin de bâtir des ponts au-dessus du mur. Comment faire ? Il faut parler avec ses « ennemis ».

Elle raconte de façon très imagée son aventure inspirée par un dialogue avec Dieu. On ne sait ce qui relève du spectacle ou de la réalité métaphorisée, ce qui a mis mal à l'aise plus d'un participant : en bonne chrétienne, il faut bâtir des ponts entre les communautés... pas question de choisir le plus facile... justement elle a l'occasion de côtoyer un colon extrémiste... Une certaine sympathie s'engage, malgré les a priori : c'est aussi un frère devant Dieu... Elle se retrouve invitée à une fête d'anniversaire où elle partage la joie de vivre... Elle garde le contact avec lui, sans cacher sa réprobation ou ses questionnements sur la colonisation... Il faudrait se poser la question des ponts aussi à établir avec les gens de Daech... Le message chrétien est d'aimer ces gens, laisser une chance à l'autre.

Suite à plusieurs questions irritées sur les ambiguïtés possibles de son message, elle confirme que le mot apartheid est tabou et qu'il est donc contreproductif de son point de vue, s'il est prononcé par un non juif (mais c'est différent si un juif le dit). Jusqu'où va son indépendance vis-à-vis du Patriarcat latin ? Des autorités israéliennes ? Elle admet qu'il y a un trait rouge à ne pas dépasser (ne serait-ce que pour le renouvellement du visa...). Mais elle est attentive au discours sur l'antisémitisme qui fonctionne à fond. Par ailleurs, elle note que le thème des réfugiés embarrasse les israéliens, avec la nouvelle donne des réfugiés syriens : là encore, la nature même d'Israël est questionnée. Le dialogue avec le judaïsme est un problème difficile. Il y a eu des tentatives d'appel commun à la paix, sans aucun résultat. Il faut savoir que les rabbins sont payés par les autorités qui ont donc des moyens de pression efficaces.

Finalement la question pourrait se résumer à ceci : s'agit-il de dénoncer ou d'avancer ?

Dénoncer des faits précis, oui, mais se méfier de ses réactions et jugements, et faire attention à la manière dont les critiques sont perçues : si c'est ressenti comme de l'antisémitisme, on arrive au résultat opposé à celui recherché. On le voit en France avec l'accélération de l'alya.⁶

Un des membres du groupe, juif lui-même, réagit à cette affirmation en estimant que ce sont des mensonges de propagande sioniste et que d'ailleurs près de 35% des français partis en Israël reviennent... Mais il est vrai que les statistiques sont défaillantes.

⁵ Avraham Burg, Président de la Knesset de 1999 à 2003. A écrit *Vaincre Hitler, Pour un judaïsme plus humaniste et universaliste*, Fayard, Paris, 2008.

⁶ Cf. les propos de la consule de France à Jérusalem qui contredisent cette affirmation.

Père Franz Bouwen

Arrivé en Terre Sainte en 1985 comme Père Blanc, il s'est formé à la théologie orthodoxe et à l'islamologie. Il assiste à un développement de l'œcuménisme depuis la rencontre à Jérusalem de Paul VI avec le patriarche Athénagoras, et de sa visite au patriarche orthodoxe de Jérusalem... *Lors de la première Intifada, il y a eu la déclaration de janvier 1988, qui d'ailleurs n'a pas été publiée par les journaux arabes. L'étape importante ensuite a été la seconde intifada suivie d'une déclaration commune des responsables des communautés chrétiennes puis la publication en 1994 d'un mémorandum commun signé de 13 évêques. Ceux-ci se rencontrent maintenant tous les deux mois pour aborder les problèmes communs, mais les problèmes qui existent entre eux ne sont pas encore abordés.*

Le dialogue judéo-chrétien véritable est celui entre chrétiens palestiniens et juifs : les chrétiens pourraient alors dire aux juifs : « comment se fait-il que votre Dieu qui est aussi le nôtre, veuille nous déposséder de notre terre pour vous la donner ? » Ce dialogue doit respecter quelques règles :

- *Il y a des faits, il faut les raconter ; dénonçons les faits, mais laissons une chance aux personnes,*
- *Il faut surtout dénoncer la violation des droits humains. Finalement c'est une richesse de vivre dans plusieurs mondes à la fois.*

Un des grands dangers pour Israël aujourd'hui, c'est le nationalisme et l'extrémisme religieux, qui amplifient par symétrie le développement de l'islamisme radical : on est conduit à faire le parallèle avec Daech. Les islamistes développent leur activité notamment en Galilée, il y a un engrenage des extrémistes qui se confortent mutuellement.

Jeudi 10 Septembre 2015

Visite de la vieille ville de Jérusalem

Déjeuner au centre culturel Wujoud des dames orthodoxes

Rencontre avec le Père David Neuhaus

Rencontre avec Michel Warchawski, journaliste israélien

Visite de la vieille ville de Jérusalem : le Mur occidental, lieu saint des juifs, la Via Dolorosa, le lieu de naissance de Marie, la piscine de Bethesda et l'église du Saint Sépulcre



Parmi les commentaires donnés par nos guides, on relève :

- La place du Mur des Lamentations a été dégagée ainsi en rasant l'ancien quartier, juste après la guerre des Six jours en 1967.
- La colonisation rampante de Jérusalem Est peut se voir à travers le drapeau israélien qui flotte sur certains bâtiments. Un exemple déjà ancien est la maison de Moshe Dayan, qu'il n'a jamais occupée mais qu'il a acquise à force de pressions sur la propriétaire, veuve, avec quatre fils emprisonnés. A la longue, elle a lâché.
- Les fouilles pour les tunnels d'accès présentent un risque d'éboulement important. En fait les extrémistes rêvent de voir s'écrouler le Dôme du

Rocher afin d'y reconstruire le troisième temple. Ce serait la troisième guerre mondiale car tous les pays musulmans seraient obligés de réagir violemment. Et pourtant on prépare les esprits à la construction du troisième temple ; il y a un musée qui détaille tous les objets qui y seront installés, qui présente la maquette des salles etc.

- Mais le lieu du temple est questionné par les scientifiques, il existe de bons arguments pour dire que le temple était ailleurs ! Les fouilles menées depuis 100 ans n'ont rien prouvé.
- La conduite des fouilles et des travaux archéologiques est faite avec des visées politiques, comme le relève d'ailleurs un rapport de l'IFPO⁷.



Près de la sortie du tunnel, un groupe de femmes manifeste contre les colons. Certaines portent un voile intégral. Elles ne sont pas très nombreuses et il y a presque autant de caméras : on sait que chaque événement n'a de portée que s'il est relayé par les images qui circuleront sur les réseaux sociaux. Il ne faut pas confondre ces femmes, bien qu'habillées en noir, avec les femmes en noir, mouvement de femmes juives dénonçant la guerre.

- Le tramway est illégal car selon la convention de Genève, Jérusalem-Est est occupée et on n'a pas le droit de transformer une zone occupée. De plus, le tramway dessert une colonie illégale : « Nous ne prenons pas le tramway, par principe ». Un arrêt de la Cour de Justice Internationale a confirmé en 2004 que la Convention de Genève s'appliquait, le CICR⁸

étant en charge du dossier.

- L'accès à la mosquée Al Aqsa est interdit aux moins de 50 ans, pour raisons soi-disant de sécurité. Plusieurs massacres par des israéliens ont eu lieu ici.

En 1996, Nora Carmi avait organisé une manifestation non violente, rassemblant beaucoup de personnes, mais fortement encadrée par l'armée dont on pressentait qu'ils n'attendaient qu'une provocation. Elle a démarré la manifestation par une prière.

Le programme prévoyait également de visiter l'esplanade des Mosquées où se dressent la mosquée Al Aqsa et le Dôme du Rocher, mais l'accès en était interdit aux non-musulmans par l'armée israélienne. Un cheikh d'Al

⁷ IFPO : Institut Français du Proche-Orient

⁸ CICR : Comité International de la Croix Rouge

Aqsa est sorti de l'enceinte pour nous accueillir et nous parler de la situation et faire ensuite visiter le site à deux musulmanes du groupe. Il nous a redit que les Israéliens revendiquaient aussi un droit d'accès à ce lieu, au motif qu'il était le site du Temple de Salomon, qu'ils multipliaient les travaux archéologiques pour le démontrer et les provocations pour y avoir accès. Selon lui une appropriation par les juifs de ces lieux, qui représentent le troisième lieu saint pour l'Islam, serait susceptible de conduire à un conflit généralisé au Moyen Orient.

Déjeuner au centre culturel Wujoud des dames orthodoxes

Nous sommes accueillis par Nora Kort, qui a fondé ce centre culturel Wujoud qui comporte une partie restaurant en terrasse. On a une vue imprenable sur l'ancienne piscine-réservoir d'eau d'Ezéchias, naturellement à sec en ce moment, qui fait l'objet de nombreuses convoitises. La maison délabrée lui a été donnée par le Patriarche grec orthodoxe pour réaliser son projet culturel. La maison était initialement en très mauvais état, il y avait des risques de chute mais elle l'a restaurée avec l'aide d'amis. Des colons venaient sur la terrasse voir la piscine, puis essayaient d'œuvrer pour récupérer cette maison. Il y a un moment où elle a dû leur interdire l'accès (c'est une maison privée ici), mais tout le monde avait peur des colons. Ceux-ci ont mobilisé le Ministre du Tourisme qui lui a ordonné de détruire la partie terrasse, ce qu'elle n'a pas fait. Elle a développé une partie en rez-de-chaussée pour un musée avec des objets traditionnels. En particulier, elle a rassemblé des exemplaires anciens de la Bible et la Torah. Lors d'une visite par un musulman la question est venue : pourquoi pas le Coran ? Et peu après, elle recevait le don d'un Coran ancien, de sorte que les trois ouvrages sont présentés dans une vitrine à l'angle de la pièce. Message de paix et de tolérance... Le nouveau Ministre du Tourisme a apprécié ce lieu ; Nora Kort lui a fait part des menaces précédentes, ce dont le Ministre s'est offusqué : « not in my time », mais elle n'a pas eu d'écrit de sa part...

Rencontre avec le Père David Neuhaus, jésuite, vicaire patriarcal pour les catholiques de langue hébraïque



L'Église de Palestine, jusqu'en 1948 parlait arabe. Puis cela a été la Nakbah (catastrophe) pour les Palestiniens, chrétiens et musulmans, dont beaucoup ont été chassés de leurs terres. Les chrétiens représentaient 80% de la population de Bethléem et de Jérusalem et beaucoup sont devenus des réfugiés.

Entre 1948 et 1958, sont arrivés en Israël près de 2 millions de juifs d'Europe (français, polonais, roumains, hongrois, italiens), et beaucoup aussi ont émigré vers les USA, le Canada et l'Afrique du Sud. Du fait de mariages mixtes, sont arrivés ici des milliers de chrétiens. Ils vivaient comme les juifs sept jours sur sept mais venaient à la messe une heure par semaine. L'Église arabophone a dû accueillir ces gens qui ne sont pas juifs mais profondément intégrés dans le monde israélien.

Trois défis sont à relever :

Le premier défi est de créer un hébreu chrétien, en retrouvant les racines vétéro-testamentaires de notre foi. De nombreux mots souffrent d'une connotation trompeuse. Un exemple significatif est le mot « Jeshua », qui désigne Jésus-Christ, mais qui est associé à la malédiction et signifie aussi : « que son nom soit effacé ! » Tout le langage chrétien est à réinventer. Les racines juives de la foi sont reconnues par l'Église. C'est en 1956 qu'a été accordée l'autorisation de célébrer la messe en hébreu au lieu du latin.

Le second défi est de faire face à l'échec de la transmission de la foi dans un contexte laïc : les enfants sont intégrés dans le système juif laïc où les meilleures écoles sont chrétiennes mais enseignent en arabe.

Nos enfants ont rejeté l'Église à cause d'un milieu hostile, lui-même en réaction à l'antisémitisme qui a marqué l'histoire de l'Église. Le contexte est aussi celui de l'écroulement de l'URSS et d'une guerre démographique entre Israéliens et Palestiniens : Israël recherche des gens prêts à dire « je suis juif » sans y regarder de trop près. La pêche à ce type de migrants a fait venir près de 2 millions de personnes. D'après les autorités, un tiers ne seraient pas juifs, d'autres ont peut-être quelques racines juives... de sorte que la proportion est probablement plus importante. On compte aussi quelques 40 000 chrétiens, russophones orthodoxes. Autre facteur, la croissance économique et du niveau de vie : la société est riche, avec de fortes discriminations économiques. Le climat de la société arrive à ce qu'on n'ait pas besoin de prendre en charge ses anciens, ses malades : il suffit d'importer de la main d'œuvre bon marché pour assurer ces services. Plusieurs milliers de ces immigrants sont intégrés par l'école, mais ils sont comme de nouveaux esclaves. Certains sont de religion catholique, par exemple les Philippins.

Il faut mentionner un autre groupe, celui des réfugiés. On compte 47 000 réfugiés africains, sans le statut de réfugiés, ce qui signifie qu'ils n'ont aucun droit. Depuis 1947, seules 157 personnes ont obtenu le statut de réfugiés ! Parmi elles, on trouve 35 000 chrétiens, notamment des Érythréens. Finalement on compte 160 000 chrétiens israéliens, dont les $\frac{3}{4}$ sont des citoyens arabes et $\frac{1}{4}$ des juifs. À côté, on compte 150 000 chrétiens migrants ou demandeurs d'asile.

Le troisième défi est la difficulté d'être une seule Église, c'est-à-dire d'établir l'unité entre catholiques palestiniens et catholiques israéliens. Cette unité ne peut se construire qu'autour de la justice, de la paix, de la réconciliation.

La notion d'Église nationale est une hérésie. Le problème est la diversité des pratiquants. Il cite l'exemple d'un militaire israélien, chrétien d'origine ukrainienne.

Les Palestiniens arabes fuient le nord du pays pour pouvoir trouver du travail. Leurs enfants ne parlent pas arabe car ils ont été éduqués et assimilés dans les écoles hébraïques. On a donc des Palestiniens hébraophones.

Quant aux juifs convertis au christianisme (ce qui est le cas de David Neuhaus), ils sont très minoritaires. Chacun a une histoire personnelle, avec une sensibilité au monde juif, mais les multiples migrations donnent une vision complexe. Il y a un risque d'exploitation de ces différences multiples.

Attention au symbolisme de l'Église européenne, qui est marquée par la culpabilité de la Shoah. Notre défi ici est d'être ensemble avec nos frères palestiniens, alors que la guerre est venue entre Palestiniens et Israéliens. Le problème pour les convertis est de les convaincre de garder leurs racines. Le fait est que la société israélienne est très divisée : on a des laïcs fascinés par le mode de vie occidental, on a des religieux de plus en plus fondamentalistes... Comment sortir de cette attitude de victime ? On nous reproche à nous chrétiens : « tu nous as persécutés (historiquement) ». Oui, on peut avoir horreur de certains traits de l'histoire de l'Église mais la réponse est aussi : n'oubliez pas que vous êtes les dominants !

Quelles perspectives ?

Nous sommes le peuple de l'espoir. Mais c'est à nous d'agir car sinon y aurait-il un deus ex machina ? Chacun doit travailler à parler avec sa sensibilité. Pour cela, il ne faut jamais semer le mépris et la haine pour les juifs (référence à Jules Isaac). Mais David Neuhaus est horrifié par ce qu'il a entendu en France sur les musulmans, rien de tel à l'égard des juifs. Il y aurait comme un glissement total du mépris antérieur qui s'exerçait à l'encontre des juifs. L'approche de Benoît XVI en 2009 a constitué un sommet de cette approche positive de l'Église. François a également une approche prophétique. Après la messe célébrée devant le camp de Aïda, il est allé se recueillir à Yad Vashem, c'était extraordinaire !

Dans le dialogue avec les juifs, il faut accepter que Dieu a donné cette terre à Israël (avec le sens particulier à développer, qui n'est pas appropriation...), sinon ne serait-ce pas nier l'Ancien testament ? Une pensée théologique est nécessaire là-dessus. Cela amène à des réflexions sur ce qu'est la terre ! Il faut bien voir que le sionisme vient de l'histoire négative subie par les juifs de la part de la chrétienté. Herzl en 1894 a entendu en

France : « mort aux juifs ! Mort à Dreyfus ! » d'où ce projet d'un État juif. La déclaration Balfour du 2 novembre 1917 a été appuyée par des fundamentalistes (chrétiens ?) mais, au sein du gouvernement britannique un seul ministre s'y opposait, Lord Montaigu, ministre en charge des Indes, il se trouve qu'il était juif ! Il disait : mon pays, c'est l'Angleterre !

L'interprétation de la Terre Promise doit être faite en référence au message évangélique : Jésus est venu pour abolir les frontières, les murs ! Evidemment l'Église s'est heurtée au problème du christianisme d'empire avec Constantin, de sorte que l'on vit un retour aux sources...

Rencontre avec Michel Warchawski, journaliste israélien



Vivant dans une famille qui avait vécu l'occupation allemande, il est venu en 1965, jeune étudiant en études talmudiques, ignorant tout d'Israël et du conflit palestinien. Deux ans après, c'était la guerre des 6 jours, vécue avec excitation... Mais l'après-guerre a été une période d'occupation qui l'a remis en question : une scène en témoigne où il est guide d'un groupe strasbourgeois à Hébron. Il prend des photos et l'arabe photographié a peur de lui, il ne s'en rend pas compte tout de suite, jusqu'à ce qu'il réalise que le malaise vient de ce que « on est des occupants ». Son père, qui était Grand Rabbin de Strasbourg, lui a dit quand il lui en a

parlé : tu as raison, cela rappelle une autre période de guerre... Depuis 45 ans rien n'a changé... En 1982, il a été l'un des initiateurs d'une pétition d'officiers et de soldats qui refusaient la guerre du Liban, pétition signée par un millier de signataires et qui a entraîné 250 peines de prison (dont Michel Warchawski lui-même). Puis il y a eu la création du centre d'information alternative, une ONG mixte israélo-palestinienne.

Aujourd'hui notre association existe mieux que jamais. Mais on est toujours les seuls : notre vision est marginale dans la société.

Dans les médias, on entend souvent l'expression consacrée du « processus de paix », mais cela n'explique rien de la situation car il n'y a jamais eu de processus de paix, sauf peut-être avant l'assassinat de Rabin. Ce n'est pas un hasard, la droite refusait ce « processus », au point d'assassiner...

Le vrai processus, c'est la colonisation qui est une extension planifiée des frontières. Ariel Sharon, qui était une brute, était aussi un stratège qui avait un vrai projet. Les routes de la colonisation permettent au projet israélien d'avancer et d'isoler les îlots palestiniens dans l'espace israélien. Si l'on doit trouver une qualité au gouvernement actuel, c'est de dire la vérité sur leur politique, contrairement à des gens comme Shimon Perez qui se répandaient en discours de bonne volonté, voire débitaient des mensonges.

La communauté internationale sait que le problème est Israël, pas la Palestine.

Il n'y a qu'un objectif dans la politique suivie, c'est de gagner du temps pour judaïser l'espace.

Conclusion, si on en reste au dialogue Israël-Palestine, c'est fichu car trop inégal. Mais tout ceci est connecté au reste du monde, avec les données suivantes :

- *Le déclin américain est en marche, les USA ne sont plus la seule superpuissance mondiale comme ces vingt dernières années, c'est un immense problème pour Israël,*
- *L'émergence de nouveaux acteurs mondiaux : Chine, Russie, Inde, Brésil... qui n'ont pas les mêmes liens avec Israël, ou de nouveaux acteurs régionaux : la Turquie, l'Iran,*

- Les révolutions arabes, qui vont prendre du temps avec des régressions et des avancées, changent la donne : le vieux monde arabe n'existe plus. Un ordre nouveau va se construire dans la douleur et aussi dans la joie.

Finalement les israéliens ont raté le coche.

En marge, il raconte une anecdote significative sur le Vatican. Il a été invité à un forum des mouvements populaires, du type paysans sans terre du Brésil. C'était une rencontre extraordinaire avec Frère François, sincère, radical : « À côté, Che Guevarra peut aller se coucher ! ». Il dénonce le dieu argent, le capitalisme, "C'est à vous d'agir, n'attendez rien de vos gouvernants ni de vos évêques", nous disait-il ! A un autre moment du forum, il prend la parole pour demander s'il ne faudrait pas que l'Église fasse repentance pour la colonisation en Amérique latine. La réaction d'un archevêque a été violente : « D'abord demandez pardon d'avoir tué Jésus ! » Il en a été estomaqué... mais ensuite dans les couloirs, un secrétaire du pape est venu lui présenter des excuses, au nom de la Curie, pour ces propos inacceptables, mais lui a dit aussi que cette position n'était pas isolée et que le pape François avait à la combattre : Michel Warschawski a apprécié cette honnêteté.

Plusieurs questions sont suscitées par l'exposé :

- Comment se situe BDS si la solution à deux États ne peut plus être une revendication ?
- Cela fait 40 ans que l'on annonce que Israël est fichu, mais c'est l'inverse qui se passe !
- Pourquoi cet isolement des militants pour la paix en Israël ?

Michel Warchawski précise que le problème est l'écroulement du mouvement pour la paix. La raison en est simple, elle est économique. A l'opposé des militants portant des valeurs de justice, une partie de l'opinion publique était fondée sur la détérioration des conditions de vie que la guerre entraînait : on ne peut plus payer (pertes de vies humaines, coût de l'armée, pression internationale...). Aujourd'hui Israël bénéficie de la sécurité collective : aucun état arabe ne cherche la confrontation. Il bénéficie de la sécurité individuelle : il n'y a plus d'attentats-suicides. Israël bénéficie d'une prospérité économique à faire rêver Italiens et Français. Israël s'est permis de rejeter le plan de paix arabe car il est un pays riche.

C'est vrai que nous avons perdu le soutien de l'opinion publique internationale. Mais, de façon générale Israël n'est pas isolé, il bénéficie du soutien actif des États-Unis. Il y aura cependant un moment où il deviendra un boulet pour les États-Unis. Mais il y a eu la perte des opinions publiques internationales avec Gaza l'an dernier, qui a provoqué un haussement de sourcils des dirigeants politiques. L'appui US ne durera pas. Il n'y a pas actuellement de pression politique internationale, d'où l'intérêt de BDS, non pas tellement sur un strict plan économique, mais au titre du symbole : l'impact en est plus fort que ce qui en est dit. On est sensible à la pression internationale, à l'image que l'on renvoie de nous. Il faut faire pression sur les faiseurs d'opinion (israéliens) en leur exprimant : « vous n'êtes pas fréquentables ! » Un dernier exemple de l'impact BDS a été la rupture du contrat de la Compagnie des Eaux hollandaise avec la Société des Eaux israélienne car celle-ci volait l'eau aux Palestiniens !

En fait, on se croit tellement fort, c'est l'ivresse de la force qui fait perdre le sens de la réalité. Des anciens du Shin Beith alertent les responsables politiques là-dessus. Un ancien du Mossad, Meir Dagan dit que l'on va à la catastrophe ! Il en pleure, évoque la fin d'Israël dans sa politique d'aveuglement. Quel sera le futur ? Nul ne sait. Mais une vision positive est nécessaire, il ne faut pas pleurnicher, plutôt vivre dignement au quotidien, aller à Bil'in, par dignité !

Vendredi 11 Septembre 2015

Rencontre avec Mgr William Shomali, évêque auxiliaire au Patriarcat latin de Jérusalem

Des enseignements synthétiques tirés du voyage

Rencontre avec Mgr William Shomali, évêque auxiliaire au Patriarcat latin de Jérusalem

Le Patriarcat latin de Jérusalem est un diocèse qui couvre 4 pays différents : la Jordanie, Israël, la Palestine, Jérusalem et Chypre. Les chrétiens y sont au nombre de 400 000, c'est-à-dire 2% de la population totale, pourcentage en baisse constante. Mgr Shomali esquisse le chiffre probable de moins de 1% d'ici 10 ans : c'est le défi démographique.

Le Patriarcat est organisé en 5 vicariats épiscopaux ; lui-même est vicaire épiscopal pour la Palestine et Jérusalem.



Mgr William Shomali évoque un contexte douloureux non seulement en Terre Sainte mais dans tout le Moyen-Orient dans lequel il y a une responsabilité commune de l'Orient et de l'Occident, c'est un climat de 3^{ème} guerre mondiale. En tout cas c'est la fin d'un monde. Il faudra longtemps, peut-être un siècle pour que la haine accumulée se résorbe. Les américains sont responsables du chaos qu'ils ont introduit avec l'invasion de l'Irak.

En ce qui concerne la Syrie, malgré tous ses abus, Bachar El-Assad est un président élu. Il vaudrait mieux d'abord collaborer avec Assad pour combattre Daech, puis organiser un processus démocratique avec la Russie, l'Iran, les USA et l'Europe... Avec une destitution d'Assad, la situation serait encore pire, on ferait avancer l'État Islamique. À défaut de solution, il reste un espoir : Dieu. Nous devons prier (Psaume 22). Dieu nous réserve des surprises... même tardives comme il l'a fait avec l'écroulement du communisme si bien que la Russie est redevenue croyante.

Sur l'émiettement des 13 églises chrétiennes qui ont tendance à se disputer les lieux saints, la situation s'améliore, « on se dispute un peu moins ». La question de l'unification des calendriers liturgiques (ne plus dépendre de la lune pour la fête de Pâques !) ne soulève pas l'enthousiasme chez les Orthodoxes. C'est le défi œcuménique.

On compte en Terre Sainte 11 millions de musulmans, 6,5 millions de juifs, 400 000 chrétiens, 1% de druzes⁹ (secte musulmane, mais autonome). C'est le défi interreligieux : il faut dialoguer avec tous ; le dialogue interreligieux est le chemin de la paix. Il y a beaucoup de dialogue. Un message est que, lorsqu'on est radical, on s'élève contre la volonté de Dieu miséricordieux. Le dialogue interreligieux porte-t-il des fruits ? Pas toujours, mais ce serait pire sans dialogue. Le dogme nous sépare mais on peut coopérer au plan social. J'évite les discussions sur le dogme qui ne mènent à rien (par exemple, parler de la Trinité avec les musulmans est impossible), mais nous avons des valeurs communes. La première Église était judéo-chrétienne. Nous avons le même décalogue que les juifs, nous croyons en une Alliance avec Dieu, comme eux. Nous prions les mêmes psaumes, que les musulmans peuvent aussi prier. Avec les musulmans nous avons des pratiques communes (le jeûne, la charité, la prière, le pèlerinage), nous partageons en Palestine la même langue, la même histoire, la même culture. Il y a un développement du dialogue dans les écoles chrétiennes dont 50% des élèves sont musulmans. L'amitié sauve les relations entre communautés.

Un autre défi est le défi politique : les guerres se succèdent depuis 80 ans. Il y a eu 10 guerres, soit une en moyenne tous les 8 ans, et le rythme s'accélère puisque les trois dernières ont eu lieu sur les 3 dernières années (Gaza : une guerre de 51 jours). Le conflit est de nature idéologique car la Terre Sainte est convoitée et chacun veut le plus gros morceau. Or, un idéologue est prêt à sacrifier sa tête mais pas ce qu'il a dans la tête. Le

⁹ Druzes : les druzes professent une religion musulmane hétérodoxe, à l'origine, une école de la branche ismaélienne du courant musulman du chiisme.

problème des deux États est de plus en plus difficile, la question des frontières se pose... Mais le problème le plus difficile est sans doute celui de Jérusalem, c'est pourquoi on le met en fin de liste dans les agendas de négociation !

Les trois religions lui donnent une valeur sacrée. C'est la ville la plus sainte des chrétiens. L'accès au Mont du Temple est un sujet majeur de conflit à cause de la Mosquée Al Aqsa... On a là des ingrédients qui peuvent entraîner une guerre mondiale.

Les politiciens n'en réalisent pas l'importance, ils croient tout savoir mais sont ignorants.

Que penser des fondamentalismes ? Il faut lire l'Evangile, le message est clair : aimez vos ennemis. Gandhi aimait beaucoup le sermon sur la montagne. Mais les fanatismes viennent plus de la hiérarchie que du peuple. Le problème des fondamentalismes est dans la lecture littérale des textes. Il existe beaucoup d'initiatives de dialogue que le Patriarcat ne peut pas toutes suivre. La radicalité s'élève contre Dieu miséricordieux. Les résultats ne sont pas évidents car on a à la fois une montée du dialogue et une montée de la radicalisation. Il est difficile (impossible) de parler des dogmes dans ce dialogue mais l'important est d'avoir un travail social ensemble. Le dialogue théologique ne mène à rien !

Nous avons des valeurs communes avec les juifs : on croit à l'Alliance de Dieu avec le peuple juif au Sinaï, et avec les musulmans : jeûne, charité, prière. Il y a aussi un dialogue existentiel .

Il y a 33 000 élèves dans les écoles chrétiennes d'Israël dont 50% sont musulmans. Nos écoles sont des écoles d'excellence. L'Église vit ici un conflit avec les autorités qui veulent la fin des écoles chrétiennes. Le retrait des subventions que l'État vient d'appliquer entraînerait un doublement des prix pour les familles et signerait la fin des églises chrétiennes. Dans le même temps, Israël continue à financer les écoles privées juives orthodoxes ce qui devient discriminatoire malgré la démocratie. La question n'est pas pour Israël une question financière (nos écoles représentent 4 % de l'effectif des écoles israéliennes) mais une question idéologique. En fait ce sont les écoles d'excellence qui sont attaquées.

Le pape avait été très bien accueilli, partout. Mais on sait les tensions et pressions financières sur l'Église : depuis 15 ans, il y a des discussions sur le régime des taxes foncières, toujours en suspens. La mise en place de cette taxation conduit à définir les propriétés et à préciser les frontières de l'État d'Israël, sujet sensible ! L'aide publique aux écoles était très généreuse, il faut le dire.

Comme dit précédemment, un autre défi est le défi politique. Il n'y a pas de paix depuis 70 ans, et même une accélération de la dégradation des relations. Le conflit est de nature idéologique car la Terre Sainte est convoitée et chacun veut le plus gros morceau. Le problème des deux États est de plus en plus difficile, la question des frontières se pose... Mais le problème le plus difficile est sans doute celui de Jérusalem.

Les trois religions lui donnent une valeur sacrée. C'est la ville la plus sainte des chrétiens. L'accès au Mont du Temple est un sujet majeur de conflit.

En dépit de la reconnaissance par le Vatican de l'État de Palestine, Mgr Shomali pense que les relations entre le Vatican et Israël restent acceptables. Seuls les juifs orthodoxes ont réagi fortement à l'occasion de cette reconnaissance. Avant l'incident des écoles, l'État d'Israël soutenait généreusement les écoles chrétiennes. L'office pour les Affaires Religieuses entre Israël et l'Église catholique fonctionne correctement. Il y a un ambassadeur d'Israël au Vatican. Par contre le nonce en Israël est aussi le délégué apostolique à Jérusalem, ce qui n'est pas satisfaisant, car il faudrait deux représentants de Rome : un pour les Palestiniens et un pour les Israéliens.

Des enseignements synthétiques tirés du voyage

Palestine silence

par Albert Rouet, Archevêque émérite de Poitiers

Pour revenir sur le voyage d'études et de rencontres en Palestine organisé par « Chrétiens de la Méditerranée », un moment particulièrement douloureux s'impose à ma mémoire. C'était près de Jéricho, dans une plaine dénudée, sous une chaleur d'étuve. Là s'élevaient hier quelques maisons, qui ont été littéralement pulvérisées par l'armée israélienne : ce maigre espace représente un intérêt « archéologique et militaire ». Ses habitants doivent partir, ils ne savent où... Il reste des familles vivant sous la tente, démunies de tout, y compris d'eau. Que leur dire ? Que faire pour eux ? L'impuissance et l'incompréhension provoquent le malaise d'être des voyeurs. Tout près, quelques maisons encore debout dont les habitants ont reçu l'ordre de vider les lieux dans le délai d'un mois, sans explication ni destination. Un peu plus loin, une colonie étincelle de verdure... Un silence de désert.

Sur une colline près de Jérusalem-Est, des Bédouins chassés du sud campent sur ce terrain protégé par le Vatican qui en est propriétaire. Pas d'eau non plus, aucun débouché. Ils gardent encore un tiers de leurs moutons. On leur a pris leur avenir. Ils offrent un thé sous une tente soigneusement préparée. A leurs pieds, des ferrailleurs récupèrent de vieux métaux sur des carcasses empilées de multiples voitures. Silence sur demain.

L'esplanade du Temple : son accès est militairement interdit aux musulmans. Il y règne un tourbillonnant désordre. Passent des colons armés de pistolets mitrailleurs, en short noir et t-shirt bleu. Le cheikh de la mosquée devra sortir de l'enceinte pour nous parler. Cet après-midi, peut-être, les musulmans de plus de cinquante ans pourront accéder au lieu de leur prière. Brutalement, une image s'impose : la foule vociférant, la garde romaine exécute son office, les responsables du peuple surveillent non loin du cortège, et Jésus passe, ne disant rien. Silence des opprimés.

De nombreuses rencontres, trois ministres palestiniens, trois patriarches, des prêtres, des moines, des militants. Le même discours chez tous : ils disent les souffrances endurées, le mépris quotidien et les injustices continuelles ou imprévisibles. Cette incertitude est peut-être le pire, parce que la plus petite autorité israélienne peut humilier, quand elle le veut, les responsables palestiniens les plus hauts. Une culture de l'abaissement. Ces témoins savent qu'ils ne peuvent, non pas imposer mais simplement faire accepter quoi que ce soit, à un plan concerté de grignotement de leur territoire. Avec maturité, ils acceptent de vivre sur 22% de leur pays, mais un pays que colonies sur colonies trouent, étouffent de leurs murs, lacèrent de leurs routes réservées. Il ne leur en reste que la moitié.

Les conflits internes aux pays arabes voisins renforcent la sécurité d'Israël qui n'hésite pas à entretenir quelques négociations avec tel ou tel belligérant. Alors tombe sur la Cisjordanie le poids silencieux de l'injustice.

Tous les responsables savent – et ils le disent – que la solution de deux États a été étranglée. Un seul État, mais comment ? Israël est un pays à l'idéologie religieuse. Il n'acceptera jamais un État pluri-culturel ou pluri-confessionnel. L'idée même d'une confédération demeure inenvisagée. Pourtant, une recherche très intéressante est en cours entre grecs orthodoxes, musulmans et catholiques latins : avant d'être qualifiés par leur religion, les habitants sont d'abord des citoyens égaux et libres ; ensuite, ils sont juifs, musulmans ou chrétiens. A terme, cette orientation conduit à un État laïc. Même en Israël, une minorité soutient cette proposition. Seulement, le sentiment de la supériorité et de la sécurité alié à une évidente richesse atténue le militantisme

Toutefois, cette force d'Israël est peut-être aux pieds d'argile. L'économie connaît des soucis. En un an, les investissements étrangers ont considérablement décliné. L'action d'une organisation comme Boycott-Désinvestissement-Sanction (B.D.S) a poussé des entreprises internationales à se retirer d'Israël. En outre, les modifications importantes qui se produisent au Moyen-Orient amèneront peut-être ce pays à plus de composition.

Cette hypothèse se proclame de plus en plus ouvertement. Sinon, la violence sournoise ou affichée risque d'entraîner l'Etat israélien dans une impasse : celle d'une domination qui ne sert qu'elle-même, sans autre but que sa propre ivresse. Il faut sauver Israël de cette fascination. En clair, distinguer un Etat juif du sionisme. La surenchère qui confond les deux conduit à des excès amers

L'avenir paraît bouché : deux États s'avèrent impossibles, un État reste énigmatique. Nul ne sait trop où aller... Alors comment tenir ? La Palestine construit beaucoup, surtout avec des capitaux de Palestiniens expatriés ou de banques étrangères. Les paysans sont obligés de quitter leurs terres et viennent habiter les villes. Pour quel travail (46% de chômeurs à Bethléem) ? L'informatique débute, l'industrie est fragile (comment exporter ?), le tourisme baisse (moins 40% cette année à Nazareth). L'eau manque, confisquée en grande partie par le puissant voisin.

Mais ce peuple est désespéré. Il n'accorde plus une entière confiance à la vie politique, dont la clarté n'apparaît pas toujours. La scission avec le Hamas sera d'autant plus longue à se résorber qu'Israël et d'autres pays s'intéressent à un port en eaux profondes à Gaza, ce qui risque d'isoler encore plus ce territoire de la Cisjordanie.

Voici le souk d'Hébron. Beaucoup de magasins fermés. Des colonies occupent le premier étage : 500 colons entourés de 1 500 militaires. Au-dessus des ruelles, des grillages protègent les passants des immondices jetés d'en haut. On circule sous les gravats. La haine ordinaire s'affiche par ces rejets. Le voyageur circule en sécurité : il faut aux habitants une grande maîtrise de soi pour rester calmes sous tant de provocations abjectes. Silence de la honte, la honte provoquée et celle subie.

Parler de justice est bien, certes, à condition de mesurer que les deux plateaux de la balance ne sont pas égaux. Il est d'une réelle injustice de traiter équivalement occupés et occupants. Un sourire d'un côté, une amabilité de l'autre paraissent s'équilibrer. Ce n'est qu'un masque de justice. Silence hypocrite.

Et nous sommes repartis transis. Pourtant, il faut parler, car l'arrêt silencieux fait perdurer les souffrances. Mais que dire qui soit à la hauteur ? Le poids de l'injustice paralyse quand elle devient trop violente. On ne peut cependant rester spectateur d'une situation que l'Europe a créée et dont elle feint de ne pas voir les outrances quotidiennes. Nous serions complices. On peut effectuer un « pèlerinage en Terre Sainte » et ne rien voir de ce qui s'y passe en réalité : on honore les lieux où le Christ a vécu, en oubliant les hommes qui y souffrent. Parler est le chemin vers la paix. Il n'y a pas de justice sans vérité. Et cette vérité concerne aussi bien Israël que la Palestine. Le silence serait mortel.

Retour de Palestine

par Jean Claude Petit, Président de Chrétiens de la Méditerranée le réseau citoyen des acteurs de paix

On ne revient pas indemne de dix jours à travers la Palestine. Dix jours riches de rencontres multiples et d'échanges destinés à mieux comprendre la réalité d'un pays occupé, dont les habitants aspirent à la paix depuis des décennies et ne voient toujours rien venir. C'est en effet une profonde souffrance faite de la précarité du quotidien et de l'angoisse de l'avenir qui affleure au fil des conversations. Affleure est bien le mot qui convient. Quand on vit jour et nuit au rythme imposé par l'occupant malgré des accords de paix de plus en plus fragiles, on apprend à mesurer sa parole, voire à faire silence. Ou bien on s'exile. Ce que font nombre de jeunes Palestiniens. Mais ce qui retient très vite l'attention du visiteur, c'est de constater à quel point cette souffrance, vécue dans la discrétion, est assumée avec beaucoup de dignité.

En réalité, on comprend vite que discrétion et dignité cachent chez tous un profond désarroi. Ce sentiment de plus en plus partagé que le pays s'enfonce chaque jour un peu plus dans l'impasse. Comment imaginer un État de Palestine viable quand des centaines de colonies et leurs 500 000 colons occupent une très grande partie des sommets des collines de Cisjordanie ? Comment faire de Jérusalem-Est sa capitale selon le droit international

quand l'Esplanade des mosquées est menacée d'explosion et de plus en plus source de violences ? Comment avancer vers des négociations de paix susceptibles d'aboutir quand l'occupant s'y refuse et qu'États Unis et Europe ne veulent ni voir ni entendre ? Et quand l'Autorité palestinienne elle-même semble de plus en plus défaillante. Les communautés chrétiennes de Terre Sainte crient au secours avec l'appui du pape François, mais les Églises d'Occident peinent à dresser l'oreille. Il n'est pas étonnant, dès lors, que la viabilité de deux États côte à côte s'estompe dans la conscience des Palestiniens sans qu'apparaisse imaginable pour autant celle d'un seul État commun aux deux peuples. On comprend que le sentiment de l'impasse fasse son chemin.

Et pourtant ! Oui, pourtant, au cœur même de la souffrance discrète qu'il observe, le visiteur ne peut pas ne pas voir les signes de vie d'un peuple qui n'a - c'est clair - nulle envie de baisser les bras. L'éducation est l'un des plus importants de ces signes et un atout majeur pour le pays, avec ses écoles très ouvertes et ses universités de renom. L'éducation, fait-on valoir un peu partout, est « *le chemin de la paix*. » Il convient d'ajouter à cette richesse un intérêt grandissant pour la culture et le patrimoine, notamment chez les jeunes. De plus en plus déçus par leurs responsables politiques, beaucoup d'entre eux trouvent là de quoi bâtir ou nourrir leur identité. Signe de vie supplémentaire, et non des moindres, la Palestine, on ne le sait pas assez, est le pays du Proche Orient où le dialogue islamo-chrétien se porte le mieux. Outre la cohabitation amicale entre chrétiens et musulmans, la meilleure preuve en est la reconnaissance officielle de la liberté religieuse par l'État de Palestine dans son récent accord avec le Saint-Siège.

Que dire au retour d'une telle plongée dans la vie d'un peuple dont l'humiliation est, depuis si longtemps, la blessure secrète ? Rien d'autre qu'exprimer un sentiment de gravité face au temps perdu pour lui rendre justice dans le respect du droit international. Et espérer que responsables politiques et citoyens de l'Occident comprennent au plus vite que demain il pourrait bien être trop tard.

Quelques enseignements importants du voyage

par Jean-Guy Greilsamer, Vice-président de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP)

Depuis la fin de notre voyage, la situation du peuple palestinien a continué de se dégrader, marquée par une intensification des violences et de la colonisation dues au cynisme de l'État israélien qui, fort de son impunité, déploie tous les moyens en son pouvoir pour poursuivre sa volonté de faire disparaître la Palestine en tant qu'entité nationale ancrée dans son territoire et d'écraser toute résistance du peuple palestinien.

Malgré cette situation angoissante les enseignements de notre voyage restent intacts.

Lors de nos rencontres diverses avec nos interlocuteurs, nous avons constaté que le peuple palestinien continue courageusement de résister, que la culture est un vecteur essentiel de cette résistance, que le conflit n'est pas un conflit religieux mais une politique coloniale, d'apartheid et d'épuration ethnique qu'Israël impose à la population autochtone en prétendant agir au nom des juifs du monde entier et en utilisant l'ignoble chantage à l'antisémitisme contre tous les gens qui sont résolus à s'opposer efficacement à cette politique.

Cette situation a d'importantes répercussions ici même en France, où nous sommes confrontés à des lobbys sionistes qui amalgament délibérément l'antisionisme et l'antisémitisme. Là-bas comme ici, il en va du vivre ensemble dans l'égalité, la justice et la dignité quelles que soient nos origines.

Les « processus de paix » et les rencontres internationales qui ne s'appuient pas préalablement sur l'arrêt immédiat de la colonisation et sur le respect du droit international n'ont que trop duré.

Après notre voyage, notre devoir moral et politique est clair : faire la vérité sur la situation du peuple palestinien, soutenir des projets qui lui permettent de vivre ou de survivre dignement, et s'opposer à la volonté gouvernementale de pénaliser la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) contre Israël jusqu'à ce que cet état se conforme au droit international

Cette campagne, qui a remporté d'importants succès, est violemment attaquée par Israël, qui fait pression sur des pays comme la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis ou le Canada pour essayer de l'y faire interdire, et qui veut limiter la liberté de circulation de l'un de ses initiateurs, Omar Barghouti que nous avons rencontré.

Le mouvement BDS est un mouvement citoyen, non violent et antiraciste (de nombreux juifs y participent). Il est l'un des derniers recours pour mettre fin à l'impunité d'Israël. Il doit pouvoir s'exprimer librement.

Au bout du compte

par Xavier Godard, membre du bureau de Chrétiens de la Méditerranée

Qu'est-ce que je dis quand je veux rendre compte de ce voyage en quelques phrases à ceux qui m'interrogent ?

Voyage riche en rencontres, fatigant, éprouvant... D'accord, mais sur le fond ?

Je suis parti avec l'idée d'identifier des éléments pouvant mener à la paix : le résultat est négatif.

Avant le voyage la solution à deux États me semblait bien compromise, j'en ai eu la confirmation totale, cette solution est une illusion.

On savait par nos lectures le processus de colonisation par Israël. Mais à en voir les illustrations sur le terrain, c'est choquant, c'est hallucinant, ahurissant.

Les interlocuteurs que nous avons rencontrés avaient tous la même attitude : résistance non violente, en phase avec la position des Églises exprimée dans Kairos. Cette attitude est impressionnante mais on sent qu'elle n'est pas forcément suivie par une population désespérée par le manque de résultats.

Le diagnostic le plus dur et lapidaire était : Daech et le sionisme relèvent du même processus (précisons bien : pas la même chose mais le même processus), identiques dans leur essence qui est l'instrumentalisation de la religion pour s'approprier des territoires et exclure les populations qui n'adhèrent pas !

L'importance de la culture et de la mémoire, qui sont des objets de conflits notamment à travers l'archéologie, ressort nettement de ce que nous avons pu voir, comme si c'était une solution nécessaire pour forger le futur de la Palestine, bien compromis aujourd'hui.

Un autre message fort, répété par plusieurs de nos interlocuteurs : nous sommes la seule chance de survie d'Israël, si une paix juste est instaurée. Sinon, Israël disparaîtra et nous serons toujours là, nous Palestiniens, sur cette terre qui est la nôtre. Mais on ne sait pas quand...

Certes nous n'avons vu et rencontré qu'une partie du pays et des acteurs et il faut donc se garder de conclusions hâtives. Mais ces témoignages sont considérables, au sens propre, et doivent donc être considérés.

Dossiers internet recommandés

http://cimade-production.s3.amazonaws.com/publications/documents/90/original/Rapport_Palestine_BD.pdf?1444123404
<http://www.plateforme-palestine.org/Association-France-Palestine-Solidarite>

ANNEXE

Document synthétique de l'ONU sur la question du statut de Jérusalem

Document synthétique de l'ONU sur la question du statut de Jérusalem

Plan de l'Organisation des Nations Unies pour Jérusalem (1947)

La [résolution 181 \(II\)](#) de l'Assemblée générale, en date du 29 novembre 1947, concernant le plan de partage, envisageait la création d'un secteur de Jérusalem démilitarisé constituant une entité distincte sous l'égide du Conseil de tutelle des Nations Unies, qui devait élaborer un statut pour Jérusalem et désigner un gouverneur. Une assemblée devait être élue au suffrage universel par la population adulte, et ce statut devait rester en vigueur 10 ans, puis être dûment examiné par le Conseil de tutelle, la participation des citoyens étant assurée par une consultation par référendum.

Les hostilités qui ont suivi ont empêché l'application de la résolution. Israël a occupé le secteur occidental de Jérusalem et la Jordanie le secteur oriental, y compris la vieille ville et son enceinte. C'est ainsi qu'est advenu le partage de facto de Jérusalem.

Cependant, par sa [résolution 194 \(III\)](#) du 11 décembre 1948, l'Assemblée générale a réaffirmé le principe de l'internationalisation et celui des droits existants. Les États arabes, refusant de reconnaître Israël, ne l'ont pas accepté. Israël, de son côté, n'a pas tenu compte de la résolution et a pris l'initiative d'étendre sa juridiction sur la partie de la ville de Jérusalem qu'il avait occupée. Le 23 janvier 1950, il a déclaré que Jérusalem était sa capitale et installé les services du gouvernement dans la partie occidentale de la ville. La Jordanie, quant à elle, a décidé d'officialiser son contrôle de la vieille ville; toutefois, la législation jordanienne a indiqué que cette mesure ne préjugait pas du règlement final de la question palestinienne.

Occupation israélienne de Jérusalem-Est (1967)

La guerre de juin 1967 a radicalement modifié cette situation. A la suite de la guerre, Israël a occupé Jérusalem-Est et la Cisjordanie. Depuis lors, un certain nombre de changements démographiques et physiques ont été introduits, et aussi bien l'Assemblée générale que le Conseil de sécurité ont adopté plusieurs résolutions déclarant nulles et non avenues les mesures prises par Israël pour modifier le statut de Jérusalem. La [résolution 252 \(1968\)](#) du Conseil de sécurité est particulièrement explicite à cet égard. Aux termes de cette résolution :

- le Conseil considérait « que toutes les mesures et dispositions législatives et administratives prises par Israël, y compris l'expropriation de terres et de biens immobiliers, qui tendent à modifier le statut juridique de Jérusalem sont non valides et ne peuvent modifier ce statut ».
- Il était demandé d'urgence à Israël « de rapporter toutes les mesures de cette nature déjà prises et de s'abstenir immédiatement de toutes nouvelles actions qui tendent à modifier le statut de Jérusalem ».

Le Conseil de sécurité a souvent réaffirmé ces deux prises de position.

Lorsqu'Israël a adopté des mesures en vue de faire de Jérusalem unifiée sa capitale, le Conseil de sécurité a adopté, le 30 juin 1980, sa [résolution 476 \(1980\)](#) demandant instamment à Israël, la puissance occupante, « de se conformer à la présente résolution et aux résolutions précédentes du Conseil de sécurité et de cesser immédiatement de poursuivre la mise en œuvre de la politique et des mesures affectant le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem ».

Israël ne s'étant pas conformé à cette résolution, le Conseil a adopté, le 20 août, la [résolution 478 \(1980\)](#), dans laquelle il a réaffirmé que toutes les mesures prises pour modifier le statut de la ville étaient « nulles et non avenues » et demandait aux États qui avaient établi des missions diplomatiques à Jérusalem de les retirer. L'Assemblée générale a également estimé que les mesures prises par Israël constituaient une violation du droit international et n'affectaient pas le maintien en application de la [quatrième Convention de Genève](#). Cette position, définie par l'Assemblée générale en décembre 1980, a été réaffirmée au cours des années ultérieures.

Au cours des années 80, un certain nombre de résolutions de l'Organisation des Nations Unies ont traité de la question de Jérusalem dans le contexte plus large du caractère inadmissible de l'acquisition de territoires par la force et de l'applicabilité de la quatrième Convention de Genève aux territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967. Jérusalem-Est était considérée aussi bien par l'Assemblée générale que par le Conseil de sécurité comme faisant partie intégrante des territoires palestiniens occupés.

Alors que la communauté internationale et, en particulier, le Conseil de sécurité continuaient à suivre avec inquiétude l'évolution de la situation en ce qui concerne la question de Palestine, le Conseil a pris une mesure importante en adoptant, le 12 octobre 1990, sa [résolution 672](#), à la suite des actes de violence commis par les forces de sécurité israéliennes à Haram al-Charif à Jérusalem, où se trouve la mosquée Al-Aqsa, troisième lieu saint de l'islam. Le Conseil, après avoir condamné tout particulièrement les actes de violence commis par les forces de sécurité israéliennes, qui avaient fait des morts et des blessés, a engagé Israël à « s'acquitter scrupuleusement des obligations juridiques et des responsabilités lui incombant en vertu de la quatrième [Convention de Genève relative à la protection de la population civile en temps de guerre](#), en date du 12 août 1949, qui est applicable à tous les territoires occupés par Israël depuis 1967 ».

L'applicabilité à Jérusalem de la quatrième Convention de Genève a été réaffirmée par le Conseil de sécurité dans sa [résolution du 20 décembre 1990](#) dans laquelle il exprime sa grave préoccupation devant la détérioration de la situation « dans tous les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem » et demande à Israël de s'y conformer.

Depuis 1997, il y a eu plusieurs reprises de la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale. A la reprise de février 1999, l'Assemblée générale a affirmé son soutien au processus de paix au Moyen-Orient sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et du principe « terre contre paix ». Rappelant ses résolutions sur la question, notamment sa [résolution 181 \(II\)](#) [Plan de partage] et celles du Conseil de sécurité, l'Assemblée générale a réaffirmé que la communauté internationale, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, porte un intérêt légitime à la question de la ville de Jérusalem et à la protection du caractère spirituel et religieux unique de cette ville. Elle a réaffirmé également que toutes les mesures prises par Israël, puissance occupante, qui ont modifié ou visaient à modifier le caractère, le statut juridique et la composition démographique de Jérusalem étaient nulles et non avenues.

Nouvelles colonies de peuplement à Jérusalem - Est (1999)

En mai 1999, le Gouvernement israélien a approuvé un plan tendant à agrandir de plus de 1300 hectares (3 250 acres) la zone de peuplement de Maaleh Adumim à l'est de Jérusalem, ce qui revenait à créer une implantation continue.

L'Assemblée générale, dans une [résolution](#) adoptée le 9 février 1999, a réaffirmé que toutes les mesures et décisions d'ordre législatif et administratif prises par Israël, puissance occupante, qui avaient modifié ou visaient à modifier le caractère, le statut juridique et la composition démographique de Jérusalem-Est occupée et du reste du territoire palestinien occupé étaient nulles et non avenues et sans valeur aucune.

A sa cinquante-cinquième session, l'Assemblée générale a réexaminé la question de Jérusalem. Dans sa [résolution du 1er décembre 2000](#), elle a constaté que « la décision prise par Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration à la ville sainte de Jérusalem est illégale et, de ce fait, nulle et non avenue ». L'Assemblée générale a également déploré « que certains États aient transféré leurs missions diplomatiques à Jérusalem, au mépris de la [résolution 478 \(1980\)](#) du Conseil de sécurité ».

Ces déclarations et résolutions, ainsi que beaucoup d'autres adoptées par des organes des Nations Unies, organisations internationales, organisations non gouvernementales et groupes religieux, démontrent la détermination de la communauté internationale à continuer à s'occuper de l'avenir de Jérusalem. Elles montrent aussi leur préoccupation profonde en ce qui concerne les incertitudes du processus de paix et leur désir unanime qu'aucune action ne soit prise qui puisse mettre ce processus en danger.

